

*POUR LES JEUNES
AVEC LES JEUNES
PAR LES JEUNES*




LE PREMIER RAPPORT SUR
**L'ÉTAT DE LA
JEUNESSE**
DU CANADA



Patrimoine
canadien Canadian
Heritage

Canada



Cette publication est disponible sur demande en médias substituts.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2021

Numéro de catalogue : CH4-193/2021F-PDF

ISSN : 978-0-660-39318-6

TABLE DES MATIÈRES

Liste de figures	5
Liste des acronymes et abréviations	6
Avant-propos du premier ministre	8
Avant-propos de la ministre de la Diversité et de l’Inclusion et de la Jeunesse	9
Avant-propos du Groupe consultatif des jeunes sur le RSEJ	10
Introduction	11
Les jeunes importent	12
Les jeunes au Canada.....	12
Mise en œuvre de la politique jeunesse	13
Qu’est-ce qui importe pour les jeunes d’aujourd’hui?.....	14
Mobilisation des jeunes dans le cadre du présent rapport	14
Objet du rapport.....	15
État de la jeunesse 2021 : dans leurs propres mots	19
Vérité et réconciliation	21
Recommandations pour la vérité et réconciliation	25
Environnement et action climatique	29
Recommandations pour l’environnement et action climatique.....	34
Santé et bien-être.....	37
Recommandations pour la santé et bien-être.....	42
Leadership et impact	45
Recommandations pour leadership et impact.....	49
Emploi	53
Recommandations pour l’emploi.....	56
Innovation, compétences et apprentissage.....	59
Recommandations pour l’innovation, compétences et apprentissage	62
Conclusion	63
Écoute active et prochaines étapes	64
Reconnaissance.....	65
Annexe A : Glossaire	68
Annexe B : Données issues des consultations	73
Annexe C : Biographies des membres du Groupe consultatif des jeunes et des jeunes artistes	92
Notes de bas de page	98



*LISTE
DE FIGURES
ET
LISTE DES
ACRONYMES ET
ABRÉVIATIONS*

Liste de figures

- Figure 1 :** Infographie sur la mobilisation des jeunes dans le cadre du Rapport sur l'état de la jeunesse.
- Figure 2 :** Croyez-vous pouvoir apporter une contribution significative pour la mise en œuvre de la réconciliation?
- Figure 3 :** Qui est responsable de la vérité et la réconciliation?
- Figure 4 :** Pourcentage de jeunes qui font du bénévolat pour des organisations environnementales.
- Figure 5 :** Thème général de l'environnement et de l'action climatique.
- Figure 6 :** État de santé, accès aux services de soins de santé et satisfaction à l'égard de la vie.
- Figure 7 :** Thème général de la santé et du bien-être.
- Figure 8 :** Thème de la santé mentale.
- Figure 9 :** Activités politiques des jeunes au Canada.
- Figure 10 :** Sentiment de confiance des jeunes envers les institutions publiques.
- Figure 11 :** Thème général du leadership et de l'impact.
- Figure 12 :** Thème du gouvernement.
- Figure 13 :** Taux de surqualification chez les jeunes.
- Figure 14 :** Taux d'emploi, de chômage et d'emploi chez les jeunes handicapés.
- Figure 15 :** Thème général de l'emploi.
- Figure 16 :** Les obstacles à l'emploi.
- Figure 17 :** Niveau de scolarité atteint.
- Figure 18 :** Thème de l'équité.

Liste des acronymes et abréviations

ACRONYME OU ABRÉVIATION	DÉFINITION
2S	Bispirituels
CJPM	Conseil jeunesse du premier ministre
CVR	Commission de vérité et réconciliation
GCJ	Groupe consultatif des jeunes
LGBTQ2	Lesbiennes, gais, bisexuels, transgenres, queer, bispirituels.
PDF	Format de document portable
PSPE	Le programme de stages pratiques pour étudiants
PSST	Programme de stages en science et technologie
RSEJ	Rapport sur l'état de la jeunesse
SECJ	Stratégie emploi et compétences jeunesse





AVANT-PROPOS DU PREMIER MINISTRE

Je suis heureux d'accueillir le tout premier Rapport sur l'état de la jeunesse. S'appuyant sur les commentaires de près de 1 000 jeunes de diverses origines et provenant de partout au pays, ce rapport met en lumière les contributions des jeunes au Canada et leur capacité de façonner un avenir meilleur pour tous.

Les jeunes au Canada sont engagés, ingénieux et résilients. Ils sont les leaders de demain et d'aujourd'hui. Ils comprennent les plus grands défis auxquels notre pays est confronté, et ils ont des idées

et des solutions pour les relever. Le rapport met l'accent sur les grandes priorités des jeunes, notamment la découverte de la vérité et la réconciliation avec les peuples autochtones, l'environnement et l'action climatique, la santé et le bien-être, le leadership et l'impact, l'emploi, ainsi que l'innovation, les compétences et l'apprentissage. Il présente leurs points de vue importants sur ces questions ainsi que leur vision de l'édification d'un Canada meilleur qui fonctionne pour tous.

La dernière année a été difficile pour tout le monde en raison de la pandémie mondiale, et les jeunes au Canada ont été parmi les plus touchés. Ils ont fait d'immenses sacrifices pour protéger leurs parents et leurs grands-parents, et nous devons les placer au centre de notre relance alors que nous rebâtitons en mieux après cette crise. C'est pourquoi le gouvernement du Canada a fait des investissements pour soutenir les jeunes vulnérables, y compris ceux qui font face à des obstacles à l'emploi, ainsi que pour faciliter la poursuite et l'achèvement de leurs études, le remboursement de leurs dettes d'études et la recherche de possibilités de formation et de travail. Notre avenir est entre les mains des jeunes au Canada. Alors, investir en eux, c'est investir dans la réussite et la prospérité à long terme du Canada.

Je remercie les centaines de jeunes qui ont contribué à la rédaction de ce rapport et tous ceux qui ont participé à sa préparation. En tant qu'ancien ministre de la Jeunesse, je me réjouis de faire avancer ce travail essentiel, à la fois par l'intermédiaire de mon Conseil jeunesse et par la poursuite de la mise en œuvre de la toute première politique jeunesse du Canada. Le gouvernement continuera d'écouter les jeunes au Canada, de collaborer avec eux et de prendre des mesures pour leur donner les moyens de susciter le changement dans leurs communautés et de concrétiser leurs rêves.

Le très honorable Justin Trudeau, C.P., député (il/he/him)
Premier ministre du Canada



AVANT-PROPOS DE LA MINISTRE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET DE LA JEUNESSE

Le tout premier rapport sur l'état de la jeunesse du Canada est unique à bien des égards et rappelle que les jeunes à travers le pays regorgent de façons nouvelles et novatrices de s'attaquer à certains des problèmes les plus complexes de notre pays.

Les recommandations contenues dans ce rapport sont le résultat de séances de mobilisation avec près de 1 000 jeunes, dont des jeunes des Premières Nations, Métis, Inuits, noirs et racisés et LGBTQ2, dont beaucoup font face à des obstacles à une participation significative à la société. Grâce à mon travail en tant que ministre de la Diversité et de l'Inclusion et de la Jeunesse, j'ai eu l'occasion de rencontrer plusieurs de ces jeunes et j'ai vu à quel point ils sont déterminés à bâtir un meilleur pays.

Leur engagement est non seulement inspirant, mais est aussi un appel à l'action dans les domaines du Leadership et de l'impact ; Santé et bien-être; Innovation, compétences et apprentissage ; Emploi; Vérité et réconciliation; et Environnement et action climatique. À travers la lentille de ces six sujets, ce rapport met en lumière les opportunités et les défis auxquels font face les jeunes au Canada en fonction de leurs expériences vécues.

Ils identifient en outre des problèmes importants concernant la justice environnementale, l'accès à l'éducation et aux soutiens en santé mentale, la sécurité d'emploi et le besoin continu d'avoir une approche culturellement sensible au processus de vérité et de réconciliation avec les communautés autochtones.

Comme le premier ministre Justin Trudeau, je crois au pouvoir des jeunes - c'est pourquoi il était si important de veiller à ce que ce rapport soit élaboré « pour les jeunes, avec les jeunes et par les jeunes ». Bien qu'il s'agisse peut-être du premier rapport du genre, nous savons qu'il s'inscrit dans la continuité de l'engagement de longue date de notre gouvernement à bâtir un avenir meilleur pour les jeunes au Canada.

Je tiens à remercier les membres du Groupe consultatif des jeunes (GCJ), les jeunes artistes qui ont contribué par leurs œuvres d'art époustouflantes et tous les partenaires convoqués par le Secrétariat fédéral de la jeunesse, y compris tous les jeunes qui ont participé aux séances productives de mobilisation.

Le Rapport sur l'état de la jeunesse (RSEJ) répond à un engagement de la politique jeunesse du Canada et garantit que les voix des jeunes sont entendues, reconnues et reflétées de manière authentique dans toutes nos prises de décision, tout en décrivant également certains des programmes actuellement offerts.

Nous devons également nous rappeler que les jeunes au Canada représentent un échantillon représentatif de la société en tant qu'individus ayant des circonstances uniques basées en partie sur l'endroit où ils vivent, le stade où ils en sont dans la vie et leurs antécédents. Ces identités intersectionnelles contribuent à la riche diversité de notre pays, mais empêchent parfois aussi les jeunes d'atteindre leur plein potentiel.

En prenant en compte ce contexte important, je vous invite à lire ce rapport, à réfléchir aux recommandations et à en apprendre davantage sur la situation des jeunes dans ce pays, y compris l'impact de la pandémie de COVID-19 sur leur vie.

Je crois sincèrement qu'écouter et entendre nos jeunes leaders est la seule façon de bâtir un avenir meilleur pour tous les Canadiens.

L'honorable Bardish Chagger (elle/she/her)
Ministre de la Diversité et de l'Inclusion et de la Jeunesse



AVANT-PROPOS DU GROUPE CONSULTATIF DES JEUNES SUR LE RAPPORT SUR L'ÉTAT DE LA JEUNESSE

En tant que membres du GCJ, nous sommes ravis de présenter le tout premier RSEJ, orienté par des jeunes de chaque province et territoire du Canada. Grâce aux séances de mobilisation, 996 jeunes ont pu faire part de leurs expériences, de leurs idées et de leurs solutions à l'égard de questions et de sujets pertinents directement aux administrations. Ce sont leurs expériences vécues et leurs opinions qui ont donné corps au présent rapport.

Les jeunes ont cerné six domaines prioritaires : leadership et impact; santé et bien-être; innovation, compétences et apprentissage; emploi; vérité et réconciliation; environnement et action climatique. Nous croyons fortement que les résultats du rapport et les recommandations formulées par les jeunes méritent d'être pris en compte et que tous les ordres de gouvernement du Canada devraient y donner suite. Les recommandations et les idées avancées par les jeunes du Canada dans ce rapport devraient être conçues et mises en œuvre en partenariat avec eux et leurs communautés.

Le GCJ militera pour que les résultats du RSEJ soient diffusés de manière numérique et physique afin qu'un plus grand nombre possible de personnes puissent connaître les perspectives et l'état de la jeunesse au Canada.

Nous sommes persuadés que la conversation se poursuivra et que le gouvernement continuera de travailler avec les jeunes. Le présent rapport constitue un précieux outil pour aider les administrations à lancer le dialogue et à collaborer avec les jeunes en vue d'aplanir les défis et les obstacles qui se présentent à eux dans la société canadienne.

Il nous tarde de voir comment les jeunes s'uniront en réaction à ce rapport et comment les administrations les aideront afin que leurs besoins, leurs attentes et leurs souhaits ne soient pas oubliés. Les récents événements et mouvements à l'échelle planétaire nous auront au moins appris une chose : les jeunes ont une voix. Or, elle est trop souvent ignorée.

Saisissons cette chance. Agissons.



INTRODUCTION



Les jeunes important

En tant que Canadiens, nous croyons que les jeunes ont le droit d'être non seulement entendus, mais vraiment écoutés et respectés. Ils ont le droit à un accès égal aux opportunités et aux soutiens. Lorsque les jeunes atteignent leur plein potentiel, cela profite à tous les Canadiens.

« Lorsque les gardiens de la sagesse s'expriment, tous doivent tendre l'oreille. Il en va de même avec les jeunes : lorsque les jeunes parlent, tous doivent écouter. »

– Enseignement de l'Aîné Dan Ross, Première Nation de Pikwàkanagàn

Les jeunes au Canada

Le terme « jeunesse » renvoie généralement aux étapes de la vie s'étendant de l'adolescence au début de l'âge adulte. Statistiquement, il y a plus de 7 millions de jeunes au Canada âgés de 15 à 29 ans, et ils sont tout autant diversifiés que notre pays.

Les jeunes au Canada ont des parcours, des **origines ethniques**¹, une maîtrise des **langues (officielles² et non officielles³)** et des **legs** très diversifiés. Ils expriment leurs identités de manière individuelle et sont de plus en plus nombreux à s'identifier comme appartenant à certains groupes. Les jeunes Canadiens sont plus à l'aise et habilités à être qui ils sont. Par exemple, ils s'identifient plus souvent comme gais, lesbiennes, bisexuels et autres identités sexuellement diverses, par rapport aux autres groupes d'âge⁴. L'inclusion est une valeur qui leur est très chère, et la majorité des jeunes ont des amis de diverses origines⁵.

En outre, les jeunes sont bourrés de potentiel. Ils sont plus **scolarisés**⁶ que les générations précédentes et, dans la plupart des cas, **branchés**⁷. Le pourcentage de jeunes au sein de la population est particulièrement élevé dans l'Ouest et le Nord du Canada, surtout dans les **villes et les grands centres urbains**⁸. Même s'ils sont moins susceptibles de voter, ils sont **engagés dans la vie civique**⁹ et effectuent 23 % de la totalité des heures de bénévolat. Au regard de ces statistiques, il apparaît évident que les jeunes au Canada sont particulièrement bien placés pour forger un avenir novateur et inclusif pour tous.

Les histoires et expériences des **jeunes Autochtones** sont également très diversifiées, à l'instar de leurs langues et de leurs cultures. Ils demeurent aux prises avec un traumatisme intergénérationnel et doivent surmonter d'énormes obstacles pour s'épanouir dans différentes sphères de leur vie. Ce sont eux qui détermineront les résultats du programme de réconciliation du Canada qui leur profiteront directement, eux qui joueront un rôle de premier plan dans le renouvellement des relations. Ils sont d'importants catalyseurs des retombées sociales et économiques, et, grâce à leurs voix, aucune nouvelle génération de jeunes Autochtones ne sera « laissée pour compte ».

La population autochtone au Canada est jeune¹⁰, et les jeunes des Premières Nations, Inuits et Métis constituent la population de jeunes qui croît le plus rapidement au pays¹¹. De 2006 à 2016, le nombre de jeunes des Premières Nations, Inuits et Métis âgés de 15 à 30 ans a augmenté de 39 %¹², comparativement à seulement un peu plus de 5 % chez les jeunes non autochtones¹³.

Les données et les statistiques présentées dans le présent rapport proviennent principalement de Statistique Canada. Cela dit, le gouvernement du Canada reconnaît l'importance de la souveraineté des données autochtones, soit le droit d'une nation de régir la collecte, la propriété et l'usage de ses propres données. Il reconnaît que les données fournies aux fins du présent rapport ne comprennent aucune donnée recueillie par des communautés autochtones et que, par conséquent, l'aperçu présenté est incomplet. Le gouvernement du Canada encourage les communautés des Premières Nations, Inuits et Métis à concevoir et à appliquer leurs propres visions relativement à la gouvernance des données.

De plus en plus de jeunes s'identifient par ailleurs comme étant **noirs** (la proportion est maintenant de 5,4 %¹⁴). En tant que groupe en pleine croissance à l'esprit novateur et engagé et au grand sens civique, ces jeunes ont le pouvoir de jouer un rôle de premier plan dans la conception de l'avenir du Canada. Toutefois, le racisme envers les Noirs continue de nuire sérieusement à leur bien-être¹⁵. En effet, les jeunes Noirs ont déclaré avoir eu de mauvaises expériences avec des autorités policières, des établissements d'enseignement, des entreprises privées, des organismes de services à l'enfance, le système judiciaire et les services publics. Additionnées, ces expériences les ont privés d'un accès égal aux emplois et à l'éducation et d'un traitement juste de la part des systèmes censés les servir et les appuyer. Malgré les obstacles majeurs qui se dressent sur leur chemin, les jeunes Noirs sont extrêmement résilients, comme le prouve le fait qu'ils sont plus nombreux que les autres jeunes à vouloir obtenir un diplôme universitaire (94 % contre 82 %)¹⁶.

Il est à noter que ce portrait ne dépeint pas entièrement la réalité des jeunes **LGBTQ2**¹⁷. Les données suggèrent qu'une plus grande proportion de jeunes au Canada se disent homosexuels ou bisexuels comparativement aux Canadiens plus âgés (environ de 5 à 8 % des jeunes, comparativement à 2 ou 3 % des Canadiens âgés de 31 à 64 ans¹⁸). Selon le Rond-point de l'itinérance, de 25 % à 40 % des jeunes itinérants au Canada font partie de la communauté LGBTQ2¹⁹. Cependant, du fait d'un manque important de données sur la communauté LGBTQ2 au Canada, il y a peu de renseignements sur les jeunes LGBTQ2 et sur les problèmes particuliers qui les touchent. Heureusement, des activités de mobilisation communautaire ont été mises en branle pour orienter l'élaboration du premier plan d'action LGBTQ2 fédéral, notamment un sondage national auprès de la communauté LGBTQ2. Ce plan permettra de recueillir de précieux points de données sur les jeunes LGBTQ2 et de mieux comprendre leurs réalités et leurs besoins.

Mise en œuvre de la politique jeunesse

En 2019, le gouvernement du Canada a publié la toute première politique jeunesse du pays²⁰. Des milliers de jeunes au Canada ont participé à un processus inclusif rigoureux afin de se prononcer sur ce qui compte le plus pour eux. Ils ont ainsi cerné six domaines prioritaires :

1. Vérité et réconciliation;
2. Environnement et action climatique;
3. Santé et bien-être;
4. Leadership et impact;
5. Emploi;
6. Innovation, compétences et apprentissage.

La politique jeunesse prévoit trois principes directeurs pour guider la mise en œuvre de ses objectifs et mentionne des initiatives fédérales qui soutiennent les jeunes du Canada :

[Une politique jeunesse pour le Canada – Canada.ca](https://www.canada.ca)

La politique jeunesse confirme la nécessité pour le gouvernement de prendre régulièrement le pouls de la situation des jeunes, et le présent Rapport sur l'état de la jeunesse jette les bases qui permettront de respecter cette promesse. Il est le fruit d'efforts ciblés visant à mieux comprendre les jeunes du Canada et leurs priorités.

Le Rapport sur l'état de la jeunesse s'adresse principalement aux jeunes du Canada. Ainsi, il cherche à refléter leurs attentes et leurs besoins et présente des programmes et des initiatives qui y répondent partiellement, tout en reconnaissant qu'il reste beaucoup à faire. Il permettra également aux décideurs politiques d'acquiescer une meilleure compréhension des souhaits et des attentes des jeunes au Canada, qui leur servira lorsque ces derniers leur demanderont d'agir. Enfin, les organismes de jeunesse et les alliés adultes des quatre coins du pays pourront s'appuyer sur le présent rapport lorsqu'ils mobiliseront les jeunes concernant les sujets qui y sont abordés.

Qu'est-ce qui importe pour les jeunes d'aujourd'hui?

En 2020-2021, les jeunes se sont à nouveau penchés sur les six domaines prioritaires énoncés dans la politique jeunesse du Canada pour faire ressortir ce qui importe à la jeunesse. Ils se sont exprimés concernant ces domaines tout au long des séances de mobilisation tenues dans le cadre du présent rapport, mais de toute évidence, l'année 2020-2021 s'est avérée sans pareille.

Au cours de la première année de la pandémie de COVID-19, la santé des jeunes était la principale priorité. La situation a eu une incidence énorme sur leur bien-être dans pratiquement tous les aspects de leur vie. Entre 2018 et 2020, non seulement la satisfaction à l'égard de la vie chez les jeunes âgés de 15 à 29 ans a diminué, mais elle était également la plus basse parmi tous les groupes d'âge²¹. En outre, certaines des pires répercussions de la COVID-19 et des mesures de santé publique connexes (telle que la distanciation physique et la fermeture des écoles) se sont fait sentir sur le plan de la santé mentale, tout particulièrement chez les jeunes.

Cela dit, le présent rapport n'est pas consacré à la pandémie; et les jeunes continuent de faire part de leurs aspirations à l'égard des six domaines prioritaires définis dans la politique jeunesse. Les jeunes sont résilients et constituent un groupe diversifié, scolarisé, branché et engagé. Il va sans dire que la pandémie n'a pas été de tout repos pour eux, et leurs observations rapportées dans le présent rapport sont teintées de leurs expériences avec la COVID-19, sans toutefois s'y limiter.

Mobilisation des jeunes dans le cadre du présent rapport

Initialement, des séances de mobilisation en personne étaient prévues avec les jeunes, mais le modèle a rapidement été adapté à la nouvelle réalité imposée par la pandémie de COVID-19. Les discussions ont alors été tenues en ligne pour rejoindre les jeunes où ils se trouvent, toujours dans l'optique de mobiliser ceux qui se heurtent à des obstacles ou ceux qui sont moins souvent appelés à participer au discours public. Malgré le contexte difficile²², les jeunes ont répondu à l'appel : entre août 2020 et mai 2021, près de 1000 jeunes de partout au Canada ont fait part de leurs expériences, de leurs points de vue, de leurs commentaires et de leur expertise.

Les jeunes participants ont également fourni des renseignements personnels dans un formulaire démographique facultatif. Ils ont déclaré de multiples identités croisées selon les facteurs identitaires suivants : identité autochtone, race, origine ethnique, niveau de scolarité, langue parlée, lieu de résidence,

Sommaire du protocole de recherche

- Protocoles d'éthique de la recherche rigoureux²³ pour travailler avec les jeunes de manière respectueuse
- Discussions en ligne animées et semi-structurées
- 90 séances organisées par des organismes de jeunesse, des jeunes animateurs ou des alliés adultes
- Recrutement préférentiel de jeunes qui sont aux prises avec des obstacles, qui ont plusieurs identités croisées ou qui sont moins souvent entendus
- Envoi de formulaires individuels aux jeunes dans le cas de problèmes de bande passante ou de logistique
- Plus de 50 000 points de données qualitatives générés par les jeunes participants
- Réalisation d'une analyse qualitative selon la théorie ancrée [voir l'annexe A – Glossaire]

handicap, troubles mentaux, identités LGBTQ2²⁴, statut de nouvel arrivant ou d'immigrant, prise en charge par le système de protection de l'enfance et autres facteurs.

Lors des séances de mobilisation, les jeunes ont utilisé des guides contenant des infographies de données de Statistique Canada pour stimuler les échanges, qui ont alors permis de générer de précieuses données qualitatives. Bien souvent, leurs perspectives remettaient en question les renseignements qui leur étaient fournis (voir l'annexe B – Données issues des mobilisations). Mentionnons que ce sont les réponses des participants qui constituent la base de la section « État de la jeunesse 2021 : dans leurs propres mots » du présent rapport. De plus, toutes les citations sont tirées de discussions tenues par les jeunes lors de ces séances de mobilisation.

Objet du rapport

Le présent rapport constitue un engagement et une marque de soutien envers les jeunes du Canada. Fait plus important encore, il cristallise les perspectives diverses et les réflexions critiques des jeunes en reprenant leurs propres mots et en se basant sur des données à leur sujet. Ces perspectives sont reflétées dans les recommandations ainsi que dans les images présentées, des œuvres de jeunes artistes réalisées spécialement pour le présent rapport qui se veulent des interprétations visuelles des domaines prioritaires. Le Rapport sur l'état de la jeunesse vise à amplifier les voix des jeunes et à renforcer leur autodétermination; et en ce sens, la section « État de la jeunesse 2021 : dans leurs propres mots » reproduit fidèlement leurs propos, sans le moindre filtre. Il convient également de mentionner que tous les enjeux qui touchent notre pays – pas seulement ceux habituellement associés aux jeunes – concernent aussi les jeunes et qu'ils ont leurs propres points de vue à leur sujet.

Vous constaterez rapidement que le présent rapport n'a rien d'un document gouvernemental ordinaire. Comme l'indique son titre, le Rapport sur l'état de la jeunesse est destiné aux jeunes, il est inspiré des mobilisations auprès des jeunes et il contient également des parties rédigées par des jeunes. Les groupes ci-dessous ont été mobilisés dans le cadre de l'élaboration du Rapport sur l'état de la jeunesse :

Jeunes auteurs du Rapport sur l'état de la jeunesse

Groupe consultatif des jeunes (GCJ) sur le RSEJ

- Il est formé de 13 jeunes sélectionnés dans le cadre de partenariats qui reflètent la diversité du Canada.
- Il a le mandat d'interpréter les données découlant des mobilisations et de rédiger la section du rapport intitulée « État de la jeunesse 2021 : dans leurs propres mots ».
- Ses membres ne sont pas des représentants d'un groupe en particulier, mais ce sont des leaders ayant une expérience vécue et des perspectives enrichissantes.

Conseil jeunesse du premier ministre (CJPM)

- Il a contribué à la publication de la politique jeunesse en 2019.
- Il a contribué à la création des guides de mobilisation.
- Il a collaboré avec le GCJ pour la rédaction du présent rapport.

Jeunes membres du Comité du directeur général sur la jeunesse

- Ils ont fourni des commentaires et des renseignements concernant les politiques, programmes et initiatives du gouvernement du Canada qui appuient les jeunes, en fonction des six domaines prioritaires.

Jeunes artistes

- Les jeunes ont rapidement indiqué que les mots ne sont qu'un moyen parmi d'autres d'exprimer des idées complexes.
- Six jeunes artistes ont créé des interprétations visuelles de chaque domaine prioritaire, qui complètent et appuient les mots contenus dans le rapport.

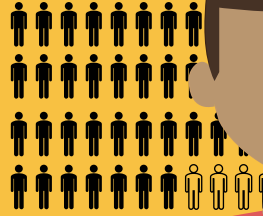
Figure 1 : Infographie sur la mobilisation des jeunes dans le cadre du RSEJ



Lors des séances de mobilisation, les jeunes ont utilisé des guides contenant des infographies de données de Statistique Canada pour stimuler les échanges, qui ont alors permis de générer de précieuses données qualitatives. Bien souvent, leurs perspectives remettaient en question les renseignements qui leur étaient fournis (voir l'annexe B – Données issues des mobilisations). Mentionnons que ce sont les réponses des participants qui constituent la base de la section « État de la jeunesse 2021 : dans leurs propres mots » du présent rapport. De plus, toutes les citations sont tirées de discussions tenues par les jeunes lors de ces séances de mobilisation.

996

jeunes ont été consultés pour le rapport



Ceux s'étant identifiés comme **jeune** avaient entre **13** et **36** ans

DES JEUNES D'ORIGINES ET D'IDENTITÉS DIVERSES, NOTAMMENT :

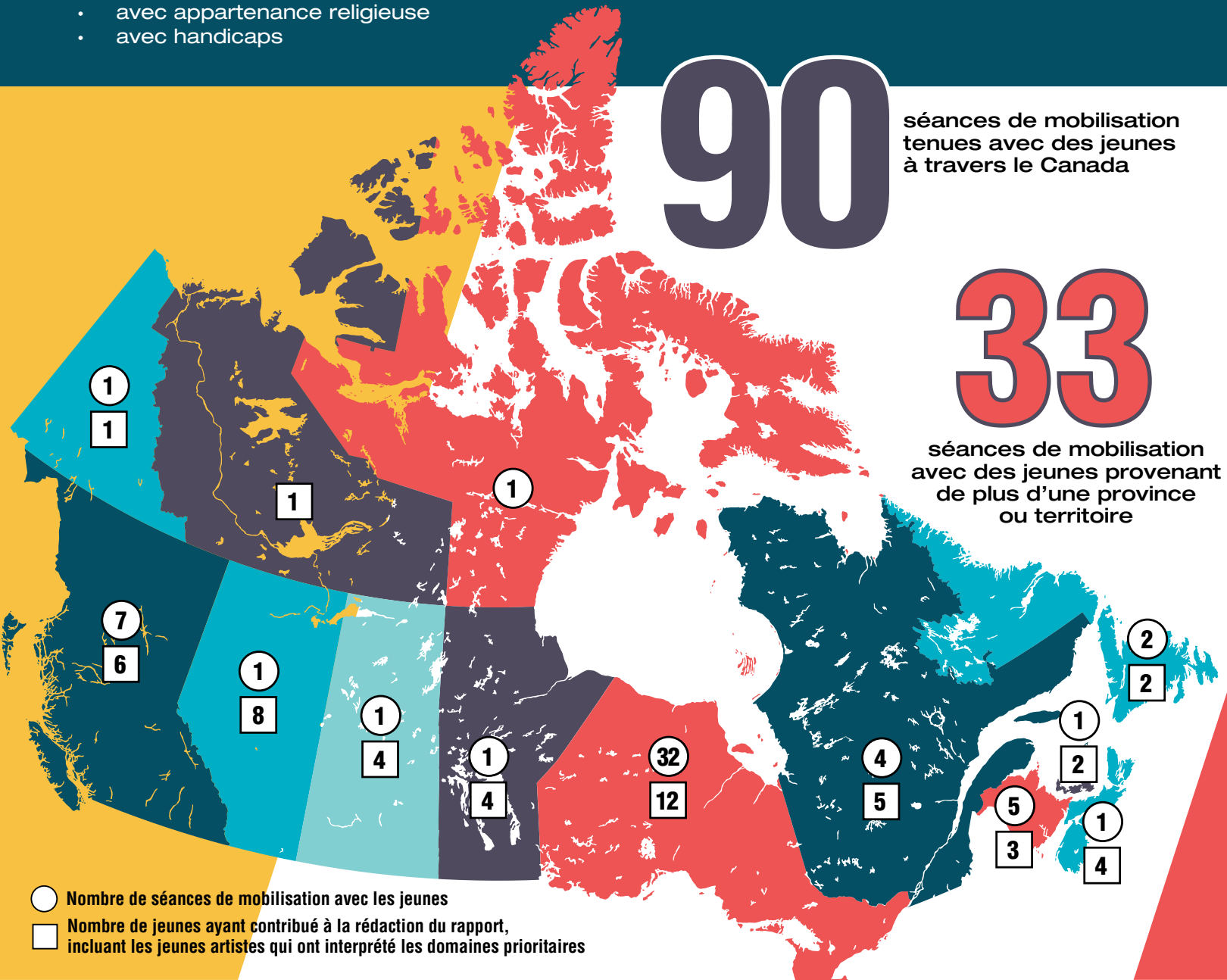
- Premières Nations, Inuits et/ou Métis
- LGBTQ2
- francophones
- racisés
- nouveaux arrivants
- bi/multilingues
- avec appartenance religieuse
- avec handicaps
- souffrant de maladie mentale
- de milieux socio-économiques divers
- pris en charge par les services de protection de l'enfance
- avec différents niveaux d'éducation
- ni en emploi, ni aux études, ni en formation (NEET)
- de zones urbaines, rurales et éloignées

90

séances de mobilisation tenues avec des jeunes à travers le Canada

33

séances de mobilisation avec des jeunes provenant de plus d'une province ou territoire



○ Nombre de séances de mobilisation avec les jeunes
 □ Nombre de jeunes ayant contribué à la rédaction du rapport, incluant les jeunes artistes qui ont interprété les domaines prioritaires

Dans le respect de la promesse de la politique jeunesse du Canada, des initiatives fédérales cibles conçues pour appuyer les jeunes ont été mises en évidence pour faire connaître les programmes jeunesse. Elles sont présentées dans des boîtes de texte distinctes de sorte qu'elles empiètent le moins possible sur les perspectives des jeunes.

Après avoir soigneusement examiné les données générées par les jeunes dans les six domaines prioritaires, les membres du Groupe consultatif des jeunes ont formulé un certain nombre de recommandations. Voici donc la section « État de la jeunesse 2021 : dans leurs propres mots », qui respecte le principe de la première politique jeunesse selon lequel « les jeunes ont le droit d'être entendus et respectés ».



ÉTAT DE LA JEUNESSE 2021 :
DANS LEURS
PROPRES MOTS







Vérité et réconciliation

« Vérité et réconciliation »
par Azby Whitecalf : Ma création porte sur la réconciliation et ce qu'elle signifie pour nous, les personnes autochtones. Je voulais représenter les activités militantes et les manifestations en faveur de la réconciliation qui ont eu lieu au Canada au fil des décennies. J'ai puisé mon inspiration de celles que j'ai vues lorsque j'étais enfant, de celles auxquelles j'ai participé, ou encore de celles qui se sont déroulées près de ma collectivité.

Introduction

La réconciliation n'est pas une tâche à accomplir, mais plutôt une vision d'une société où les injustices du passé et du présent sont admises et rectifiées. Le processus de réconciliation doit comprendre des changements profonds visant à rattraper les torts du passé et du présent découlant du racisme et de la colonisation au Canada. Les administrations²⁵ doivent assumer la responsabilité des actes génocidaires de leurs prédécesseurs et de leurs effets dévastateurs (passés et présents, notamment les traumatismes intergénérationnels) sur les communautés autochtones du Canada. Il leur incombe de créer des occasions propices à l'établissement de relations positives avec les communautés autochtones afin d'améliorer leur qualité de vie et de favoriser la confiance.

COVID-19

Pendant la pandémie de COVID-19, les pressions exercées sur les communautés autochtones se sont accentuées, créant par le fait même de nouveaux problèmes et amplifiant les problèmes existants. Les élèves se sont vus forcés de suivre leurs cours en ligne, et bien des jeunes Autochtones touchés par la crise actuelle d'infrastructure et du logement ont alors dû tâcher de poursuivre leurs études dans des conditions de vie non sécuritaires. En raison de celles-ci, les jeunes ont de la difficulté à se concentrer pendant le cours et même à y accéder. Aussi, les dépendances, les mauvais traitements et les suicides sont devenus plus fréquents dans les communautés autochtones. Enfin, la pandémie a limité les consultations, mobilisations et les communications avec ces communautés.

**« Restez à la maison, restez en sécurité...
mais que faire si sa maison n'est pas sécuritaire?²⁶ »**


Responsabilité des citoyens

Tous les Canadiens ont un rôle à jouer dans la réconciliation et le processus de réparation des torts causés par la colonisation. Cet effort concerté doit prendre appui sur des expériences autochtones et se manifester dans des gestes quotidiens. La réconciliation n'est possible que si tous les habitants de ce territoire y prennent part.

**« Ce n'est pas un problème propre aux Autochtones;
nous faisons tous et toutes partie du problème et de la solution. »**

Possibilité d'atteinte

Les jeunes au Canada ont des opinions partagées quant à la possibilité d'une réconciliation. Notamment, des engagements sans suite du gouvernement et l'absence de changements et d'actions ont laissé place à de la frustration et à de la méfiance. Ainsi, pour que les jeunes voient la réconciliation comme une possibilité, les administrations doivent travailler continuellement à améliorer la qualité de vie des peuples autochtones. Les jeunes souhaitent que le Canada élabore un plan d'action qui sera mesurable et pertinent et qui assurera la responsabilisation de nos systèmes et de nos institutions. Qui plus est, il faut mobiliser les peuples autochtones pour déterminer ce que constituerait un plan mesurable et pertinent.



« Je crois qu'il nous reste beaucoup de chemin à parcourir et qu'il est important que tous les Canadiens sachent que la réconciliation n'a pas de date de fin et qu'il s'agit d'un cheminement et d'un processus d'apprentissage continu. »

Autochtonisation

Les jeunes veulent que les administrations reconnaissent que la colonisation est le germe du Canada et qu'elles l'exploitent encore aujourd'hui. En effet, les administrations perpétuent certains de ses effets les plus pernicioseux. Notre société ne peut tourner la page et aller de l'avant sans d'abord comprendre ce qui s'est réellement passé après l'arrivée des colons et prendre conscience des peuples qui se trouvaient sur le territoire avant leur rencontre. Les administrations doivent admettre leur responsabilité et agir de façon à déconstruire la colonisation. Ajoutons que la terre est une composante cruciale de la souveraineté des peuples autochtones et qu'elle occupe une place déterminante dans leurs modes de vie, leurs croyances et leur vitalité. Les administrations devraient donc leur redonner l'intendance des terres. Autrement, la colonisation persistera. Il est essentiel d'écouter les peuples autochtones et d'assumer nos responsabilités à l'égard de leurs réalités. Nous devons autochtoniser notre pays en intégrant des pratiques autochtones à notre société. La méfiance, l'inaction et l'usage constant par le gouvernement de termes génériques ruinent l'espoir des jeunes de voir la réconciliation se concrétiser.

« Nous aimerions que le gouvernement admette la vérité et reconnaisse que le Canada tire ses origines de la colonisation. »

Soins de santé

Dans l'ensemble des paramètres, les peuples autochtones ont les pires résultats en santé et les plus hauts taux de mortalité et de morbidité parmi tous les groupes identifiables au Canada. Les cas de mauvais traitement par le personnel soignant montrent que le racisme systémique envers les Autochtones gangrène le système canadien de soins de santé. Aussi, les infrastructures actuelles ne conviennent pas pour répondre aux besoins des communautés autochtones. Les mesures de soutien gouvernementales doivent viser toutes les nations autochtones. Le manque de mesures de soutien à la santé mentale et physique est préjudiciable. Qui plus est, encore trop de communautés autochtones n'ont même pas accès à de l'eau potable, ce qui crée une pléthore de problèmes de santé à l'échelle individuelle et communautaire. En raison des préjugés, du racisme et de la discrimination qui imprègnent le système de santé, les Autochtones reçoivent des services de moindre qualité (lors de visites à l'hôpital, par exemple), et leur état de santé en pâtit.

« Il y a un besoin urgent de remédier au manque flagrant d'intervenants pour les jeunes Autochtones. »

Éducation

L'éducation et la sensibilisation sont les pierres d'assise de la réconciliation. Par ailleurs, d'importantes lacunes en matière d'éducation et de formation subsistent chez les peuples autochtones vivant dans des régions nordiques et éloignées. Ces régions offrent peu d'options en ce qui a trait aux établissements d'enseignement de la maternelle à la 12^e année et aux établissements conférant des diplômes.

Par ricochet, les Autochtones, plus particulièrement les jeunes, se voient forcer de déménager dans des endroits où ils ont peu de soutien familial, voire aucun.

En plus d'éliminer les lacunes et les obstacles en matière d'éducation pour les Autochtones, il faut que tous les habitants du Canada apprennent la véritable histoire des peuples autochtones et ce qui s'est vraiment passé lorsque ce territoire a été rencontré – vols de terres, pensionnats, meurtres, rafle des années soixante, souveraineté alimentaire – et qu'ils prennent conscience des conditions de vie actuelles des communautés autochtones. D'ailleurs, imposer un programme obligatoire d'histoire autochtone dans tous les systèmes d'éducation faciliterait grandement la réconciliation.

« Beaucoup de gens m'ont dit qu'on ne leur avait jamais parlé de tout ça à l'école. C'est triste, mais pas surprenant. »

Préservation et vitalité des langues

Les langues autochtones forment une part énorme des cultures autochtones et doivent être protégées, enseignées et célébrées. L'assimilation culturelle ayant causé la perte de ces langues s'est traduite par un grave manque de connaissances, de traditions et de liens avec les ancêtres, et tous ces phénomènes additionnés ont catalysé et favorisé les conséquences épouvantables de la colonisation de ce territoire. La décolonisation doit inclure le ramatriement des langues afin de commencer à réparer les séquelles des pensionnats et la décimation culturelle qu'ont subies les peuples autochtones.

« Les langues autochtones devraient être enseignées gratuitement puisqu'elles ont été arrachées des peuples autochtones. »

Si les jeunes souhaitent explorer les programmes gouvernementaux liés à la Vérité et réconciliation, voici quelques exemples :

- Le **programme pilote Échanges Racines canadiennes** s'emploie à rassembler les jeunes autochtones et non autochtones en vue de promouvoir la réconciliation, la compréhension et le respect mutuels. Il constitue une réponse directe à l'appel à l'action 66 de la Commission de vérité et réconciliation (CVR). Pour en apprendre davantage, visitez le [Programme échanges racines canadiennes](#) (en anglais seulement).
- Le **Fonds de soutien aux communautés autochtones** offre un financement aux dirigeants autochtones pour lutter contre la COVID-19 dans leurs communautés. Pour en apprendre davantage, visitez [Services aux Autochtones Canada](#).

Recommandations pour la vérité et réconciliation

Les administrations devraient faire ce qui suit :

1. COVID-19

- a. Offrir beaucoup plus de mesures de soutien en santé mentale aux communautés autochtones.
 - i. Notamment des thérapeutes, des travailleurs sociaux et des conseillers scolaires.
- b. Assurer une meilleure qualité de vie pour les communautés autochtones en augmentant et rationalisant les projets de renforcement des capacités infrastructurelles pour les ressources en santé physique, en créant plus d'espaces, tels que des cliniques sans rendez-vous et des centres de traitement des dépendances, et en offrant des mesures de soutien communautaires.

2. Responsabilités des citoyens

- a. Créer des possibilités nationales de participation à la réconciliation au moyen de programmes communautaires et de formations organisationnelles et institutionnelles.

3. Autochtonisation

- a. Redonner les terres de la Couronne aux groupes autochtones.
 - i. S'il est impossible de redonner les terres, le gouvernement du Canada doit appuyer sans réserve les revendications relatives aux droits fonciers issus de traités et toutes les autres revendications relatives à la cession de terres.
- b. Assumer la responsabilité des actes du passé, du présent et du futur.
- c. Appuyer toutes les nations autochtones dans leur droit à l'autonomie gouvernementale, sans exception.

4. Soins de santé

- a. Cesser de fermer les yeux devant le mauvais traitement flagrant des peuples autochtones au sein du système de santé et prendre des mesures fermes pour y remédier.
- b. Imposer des sanctions sévères en cas de comportements et de gestes négligents et préjudiciables de la part de travailleurs de la santé envers les Autochtones.
 - i. Dans l'éventualité d'un incident, il doit y avoir une enquête exhaustive, indépendante et impartiale.
- c. Imposer une formation obligatoire de sensibilisation aux cultures autochtones à TOUS les membres du personnel et du corps professoral au sein du système de santé.

5. Éducation

- a. Incorporer un programme d'histoire et de culture autochtones aux systèmes d'éducation dans l'ensemble du pays.
- b. Créer des possibilités pour les élèves qui en ont peu de faire l'expérience de la culture des Autochtones et de comprendre leur passé et leur présent, leurs traumatismes et leurs forces.

- c. Faire des investissements accrus dans les écoles autochtones afin de favoriser la réussite et la prospérité.
- d. Encourager et appuyer l'accès aux études postsecondaires.
 - i. Il faut offrir des mesures de soutien, notamment des services de garde d'enfants, du transport et des services de santé mentale.

6. Préservation et vitalité des langues

- a. Accorder la priorité à l'enseignement et à la protection des langues autochtones.

7. Le gouvernement doit financer et mettre en œuvre une enquête approfondie sur tous les terrains des anciens pensionnats pour assurer la récupération de tout enfant décédé, trouvé dans des fosses communes anonymes ou ailleurs.

- a. Tous les restes trouvés doivent être identifiés et rendus à leurs communautés et familles.
- b. Les personnes responsables des crimes d'abus sexuels, physiques, émotionnels, spirituels et culturels d'enfants autochtones doivent être inculpées et tenues responsables.
- c. Un rapport complet et détaillé de l'enquête terminée doit être publié, envoyé directement aux communautés affectées et mis à la disposition du public.

Conclusion

Il apparaît évident qu'un tel rapport ne pourrait jamais représenter fidèlement l'ampleur du travail à accomplir en vue de sceller la réconciliation entre les communautés autochtones et non autochtones du Canada. Or, les idées exposées ici constituent les prochaines étapes aux yeux des jeunes. Les administrations canadiennes doivent s'employer à former un lien de confiance avec les peuples autochtones. Elles doivent soutenir les communautés en ces temps difficiles de pandémie, et créer des plans d'action concrets et des mécanismes redditionnels. Elles doivent également lutter contre le racisme au sein du système de santé et mettre en œuvre un programme d'éducation qui reconnaît la valeur des façons d'être et des méthodes d'apprentissage des Autochtones.





Environnement et action climatique

« Environnement et action climatique » par Morgaine Johnson : Pour symboliser le domaine prioritaire de l'environnement et de l'action climatique, je voulais exprimer ma propre vision des choses, mais aussi présenter un certain nombre de questions soulevées dans le rapport. Je crois fermement que l'action pour le climat est de la plus grande importance et que les administrations d'un peu partout pourraient en faire davantage pour atteindre les objectifs fixés. Maintenant, je comprends qu'il s'agit d'un privilège. Ce fut tout à fait révélateur d'apprendre que l'accessibilité est un problème primordial pour beaucoup de jeunes et qu'il est déjà bien assez difficile pour eux de satisfaire leurs besoins fondamentaux. Les principaux thèmes de mon œuvre sont l'attitude apathique et l'inaccessibilité, mais je voulais tout de même qu'elle renferme de l'espoir. L'espoir que nous pouvons changer la donne pour tout le monde (surtout pour les communautés autochtones de partout dans le monde qui sont touchées de manière disproportionnée par les effets des changements climatiques, alors qu'elles y contribuent le moins), si nous unissons nos efforts, tous ensemble.

Introduction

La crise climatique est l'un des problèmes les plus importants auquel est confrontée notre génération. Elle comporte différentes facettes, tout comme ses solutions et ses réponses. Elle est le résultat de nombreuses années où les profits ont été privilégiés au détriment des personnes et de leur bien-être. À bien des endroits dans le Canada colonisé, les effets des changements climatiques et du réchauffement de la planète sont tout à fait visibles. Nous devons prendre des mesures radicales et concrètes qui aideront tout le monde à sortir de cette crise et qui opéreront des changements qui feront passer la planète en premier. Lors des séances de mobilisation, les jeunes ont fait part de leurs réflexions, de leurs préoccupations et de leurs idées concernant la crise et la réponse à cette dernière.

Privilège

Le privilège racial et le privilège socioéconomique sont souvent évoqués pour démontrer les conséquences du racisme systémique sur les résultats socioéconomiques des communautés. D'ailleurs, il faut détenir un certain privilège pour être en mesure d'adopter un mode de vie durable et respectueux de l'environnement, car ceux qui peuvent seulement s'offrir des produits de première nécessité n'ont pas le luxe d'intégrer de telles considérations. N'oublions pas non plus que beaucoup de gens ne peuvent pas se permettre de faire du bénévolat. La plupart des organisations environnementales, plus particulièrement les organismes sans but lucratif, sont dirigées par des personnes blanches et conçues pour celles-ci, et elles sont structurées d'une manière qui exclut les jeunes marginalisés.

« C'est en quelque sorte un privilège de faire du bénévolat auprès d'organisations environnementales, car certains jeunes n'ont même pas de quoi manger. Nos propres besoins doivent être comblés avant que nous puissions aider, et, malheureusement, beaucoup de jeunes n'ont pas cette possibilité. »

Enfin, le point qui a été le plus souvent soulevé lors des séances de mobilisation a été le manque de confiance envers les jeunes qui participent à l'action climatique et le peu de mesures de soutien qui leur sont offertes. Les jeunes ont dit avoir l'impression que les personnes plus âgées (enseignants, parents, professeurs, etc.) les discriminaient, se moquaient d'eux ou ne les prenaient tout simplement pas au sérieux. Par conséquent, ils étaient moins enclins à prendre part à l'action climatique.

« Autre chose : les jeunes à faible revenu font face à des inégalités et à des obstacles en matière de leadership, puisque les jeunes ayant moins de ressources, et donc plus de responsabilités, ont aussi moins de temps pour participer [à l'action climatique] ou connaissent moins les possibilités qui s'offrent à eux. »

Emplacement

Les répercussions des changements climatiques varient selon l'emplacement d'une personne, et l'emplacement influe sur la capacité d'une personne à s'impliquer. Bien des répondants, particulièrement ceux qui vivent en milieu rural, ont dit ressentir un certain isolement par rapport à l'action climatique. Dans les petites collectivités rurales, il existe moins de groupes dévoués à cette cause. De plus, il peut être plus difficile de lancer ou de maintenir des programmes de recyclage ou des projets de jardins communautaires. L'emplacement a également un effet indéniable sur la fréquence à laquelle une personne utilise un véhicule plutôt que les transports en commun.

Par ailleurs, il est évident que certaines collectivités ont de moins bons résultats en matière de santé en raison de leur environnement. Les mesures prises par les grandes entreprises et les gouvernements entraînent souvent d'importants changements dans les écosystèmes et peuvent perturber de nombreuses collectivités au fil du temps, autant sur le plan des générations futures que sur celui de la nature.

« Montréal a jeté des déchets dans le fleuve, sans penser aux conséquences pour les autres collectivités. Ces déchets se sont donc retrouvés à Québec et dans d'autres villes. »

Aussi doit-on mentionner que les collectivités autochtones ont bien souvent les pires résultats en matière de santé dans l'ensemble du pays, notamment en raison des eaux polluées, des changements survenant dans les habitats naturels et d'un manque général de soutien et d'infrastructures. Les sociétés de pipelines et les grandes entreprises utilisent les terres autochtones comme dépotoirs, ce qui nuit grandement à la santé des peuples autochtones. Les défenseurs des terres, notamment ceux de 1492 Land Back Lane, ont dû protéger leurs terres contre les pipelines (citons notamment les manifestations des nations Tsleil-Waututh contre l'agrandissement du réseau de Trans Mountain) ou leurs droits issus de traités, comme c'est le cas actuellement des pêcheurs mi'kmaq à Mi'kma'ki. Ils le font non seulement pour des raisons environnementales, mais également pour préserver leurs traditions et leurs terres sacrées.

Éducation

L'éducation occupe évidemment une importance cruciale dans les discussions sur l'environnement et l'action climatique, principalement en raison de la constante évolution des connaissances et de l'ampleur de la désinformation sur le sujet.

Même si certains enseignants et certaines écoles abordent la question des changements climatiques, ils le font souvent rapidement, et l'information présentée n'est souvent pas à jour ou ne traduit pas l'urgence et la complexité de la crise. Par conséquent, les jeunes doivent souvent utiliser leurs propres moyens pour obtenir des renseignements nouveaux et à jour. Ainsi, ils s'en remettent à Internet et aux médias sociaux; notons toutefois que de nombreux jeunes n'ont pas d'accès Internet à la maison. Cette situation mène ensuite à des iniquités accrues et creuse le fossé entre ceux et celles qui peuvent ou ne peuvent pas participer à la discussion sur les changements climatiques. Malgré leurs avantages, les médias sociaux peuvent contenir de la désinformation et faire de la simplification abusive.

La sensibilisation demeure importante même après que les étudiants ont quitté l'école. Il faut plus de programmes pour jeunes adultes sur le sujet à l'extérieur des établissements d'enseignement, et plus d'initiatives de développement de la conscience communautaire. Certains répondants ont indiqué que de plus en plus de jardins communautaires voyaient le jour depuis le début de la pandémie, ce qui est génial! Manifestement, l'accès à ces programmes doit être amélioré, et il faut offrir des possibilités de financement aux collectivités qui désirent offrir des activités de sensibilisation à l'environnement et à l'action climatique dans le but de créer de meilleures collectivités plus durables.

« L'abandon de détritrus est une épidémie, et Terre Neuve vient tout juste d'instaurer un système de recyclage. Les déchets se retrouvent dans l'océan. La population vieillissante fait que les gens ne savent pas comment gérer leurs déchets, car ils n'ont pas appris à recycler quand ils étaient jeunes. »

Durabilité

La durabilité est le fait de répondre à nos besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Selon le Climate Action Tracker²⁷, le Canada n'est pas en voie d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, soit atteindre la carboneutralité d'ici 2050 ou limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels. Les scientifiques et les jeunes militants sont de plus en plus nombreux à affirmer que les objectifs de l'Accord de Paris ne sont pas assez ambitieux et qu'il faudrait plutôt atteindre la carboneutralité d'ici 2030.

Les ressources sont au cœur de l'idée de la durabilité. Le Canada dépend depuis longtemps d'une ressource qui causera notre perte : le pétrole et le gaz. Plutôt que d'investir dans des ressources limitées remplies de carbone, nous devons investir dans les sources d'énergie propre qui nous sont accessibles. Optimisons nos ressources et utilisons-les de façon judicieuse. Ajoutons par ailleurs que d'autres industries, outre celles mentionnées précédemment, ont aussi des répercussions profondes sur l'environnement qu'il nous est impossible d'aborder en détail dans le présent document en raison de leur complexité, notamment la déforestation, l'aquaculture et les pratiques agricoles non durables.

« Le statut socioéconomique joue un rôle dans la durabilité. Adhérer à un mode de vie durable peut s'avérer coûteux et non accessible à tous. »

En ce qui a trait à la durabilité, les administrations doivent prendre de bonnes décisions pour les industries et la population. Les causes profondes de la crise climatique sont la cupidité, les grandes entreprises et l'absence de réglementation gouvernementale, et non les gestes individuels. La seule solution à la crise climatique est la refonte du système et non le changement des habitudes de chacun.

Gouvernement

Le gouvernement canadien et ses politiques jouent un rôle de premier plan dans l'action climatique. Le gouvernement a la responsabilité et la capacité d'imposer des règlements aux sociétés et aux industries. Il doit divulguer ses relations et collaborations avec les sociétés et mettre en œuvre des règlements qui demandent aux sociétés et aux industries de faire preuve de transparence à l'égard de leur empreinte carbone et de leurs relations.

Le gouvernement a également promis de respecter la souveraineté autochtone, un élément central de la protection des terres et de la réparation d'un système défaillant qui a perpétué les changements climatiques. Les efforts constants en faveur des pipelines se font au détriment des communautés autochtones, de leur sécurité et de leur souveraineté.

Du fait de la politisation de la crise climatique, les politiciens se montrent récalcitrants à l'action climatique. Selon les jeunes, bien des adultes de leur entourage ne considèrent pas l'environnement comme une priorité, mais plutôt comme un obstacle à une économie florissante. Les conversations sur le climat avec les jeunes ont été exploitées comme levier afin d'accroître la popularité d'un candidat auprès des jeunes.

« Il peut être très décourageant de faire part de ses opinions et de s'acharner à trouver des idées pour améliorer le système... seulement pour constater que tous ses efforts ne mènent nulle part. »

Les jeunes sont des acteurs importants dans notre paysage, et nous devons les traiter, à juste titre, comme des parties prenantes et des détenteurs de droits.

« Si nous voulons que les jeunes investissent leur temps et leur énergie pour faire part de leurs opinions, il faut leur montrer que leurs efforts ne seront pas jetés aux oubliettes... Prenez leurs idées en compte et mettez-les à profit. »

COVID-19

Les pandémies, comme celle de la COVID-19, deviendront de plus en plus courantes au fil du réchauffement climatique. La pandémie de COVID-19 nous a brusquement ouvert les yeux aux répercussions sociales et économiques possibles.

« [La COVID-19], c'est essentiellement la nature qui nous dit que le monde a besoin d'une pause pour que les choses se calment et qu'elle puisse réellement s'épanouir. »

Avec le confinement, nous avons passé plus de temps à la maison et moins de temps sur les routes, ce qui a entraîné une réduction des émissions de carbone pendant une certaine période. En revanche, comme nous utilisons plus de masques et de sacs d'épicerie, la pollution relative au plastique à usage unique a augmenté.

Pendant des années, les administrations ont soutenu que notre économie ne nous permettait pas de nous détourner des combustibles fossiles; cependant, nous avons été témoins d'une hausse du soutien des entreprises locales et de l'aide financière gouvernementale. La pandémie nous a également prouvé qu'il est possible de changer nos modes de vie et que les économies sont adaptables : si nous pouvons nous adapter pour surmonter la COVID-19, nous pouvons faire de même à l'égard des changements climatiques. Aussi, la COVID-19 a exacerbé certains problèmes de nos systèmes, des problèmes persistants qui contribuent à la crise climatique. Il convient de mentionner que la COVID-19 est une préoccupation internationale, à l'instar des changements climatiques. En ce sens, nous devons agir à l'échelle locale comme mondiale si nous voulons voir des changements significatifs.

Si les jeunes souhaitent explorer les programmes gouvernementaux liés à l'environnement et au changement climatique, voici quelques exemples :

- Le **Programme de stages en science et technologie (PSST)** et le **Programme de stages pour les jeunes Horizons sciences** offrent des mesures incitatives aux employeurs pour qu'ils permettent à des diplômés en sciences naturelles et en génie d'acquérir de l'expérience. Pour en apprendre davantage, visitez le [Emplois verts dans les ressources naturelles](#).
- Le **budget de 2021** prévoit un financement de 17,6 milliards de dollars pour une relance verte visant à créer des emplois, à bâtir une économie propre et à lutter contre les changements climatiques. Pour en apprendre davantage, visitez le [Budget 2021](#).
- Le **Programme de financement communautaire ÉcoAction** offre un soutien financier à des groupes ou organismes sans but lucratif et non gouvernementaux qui participent à des projets axés sur l'action locale qui ont des effets positifs sur l'environnement. Pour en apprendre davantage, visitez le [Programme de financement communautaire ÉcoAction](#).

Recommandations pour l'environnement et action climatique

Les administrations devraient faire ce qui suit :

1. Intégrer des principes de transition équitables à leurs politiques.

- a. Ces politiques permettront à l'économie et au marché du travail de passer des combustibles fossiles au secteur vert, tout en appuyant les plus vulnérables.
- b. Reformuler et rééquiper les travailleurs des industries très polluantes, comme l'industrie pétrolière et gazière et l'industrie des combustibles fossiles, pour qu'ils puissent occuper des emplois verts.
- c. Saisir l'occasion offerte par la COVID-19 en redémarrant notre économie et en l'aidant à se rétablir au moyen d'une [relance juste](#)²⁸ et dans l'optique d'une transition juste.
- d. Investir dans des technologies et des prototypes verts qui offrent des solutions de rechange pour contrer l'accroissement de nos empreintes carbone.

- e. Travailler avec les agriculteurs communautaires et familiaux pour concevoir des pratiques agricoles durables sur le plan de l'environnement.
 - f. Favoriser une relance juste et verte axée sur les personnes marginalisées qui ont subi les méfaits du système, et bâtir un système muni de filets de sécurité et fondé sur des .. principes verts.
- 2. Créer des subventions accessibles pour des projets communautaires axés sur l'éducation en matière d'environnement, tels que des jardins communautaires, des centrales solaires, des initiatives de compostage et plus encore.**
- a. Appuyer l'organisation communautaire, car c'est ce qui génère les changements les plus importants.
 - b. Offrir des subventions accrues aux projets communautaires.
 - c. Subventionner des projets pour réduire le coût des initiatives vertes à long terme (les centrales solaires communautaires, par exemple) et des initiatives communautaires de sensibilisation.
- 3. Promouvoir la souveraineté autochtone.**
- a. Traiter les nations autochtones comme des nations et les appuyer dans la pratique de leurs traditions et de leurs cultures. Ces actions sont essentielles à l'amélioration de notre environnement et de notre système.
 - b. Arrêter d'exploiter des pipelines, particulièrement sur les territoires autochtones.
 - c. Appuyer les groupes et les communautés autochtones en leur accordant l'autonomie dont ils ont besoin pour prendre les mesures qu'ils jugent nécessaires.
 - d. Redonner les terres de la Couronne aux groupes autochtones.
- 4. Collaborer avec des organisations non gouvernementales et d'autres organisations environnementales pour faciliter la participation.**
- a. Cesser de créer leurs propres organismes et espaces jeunesse et appuyer ceux qui existent déjà.
 - b. Verser des honoraires aux personnes qui aident à orienter les politiques et les changements, en considération du temps et des efforts investis.
 - c. Encourager toutes les formes de participation, surtout en dehors des heures d'école pour accroître la participation des jeunes.
 - d. Créer des espaces sûrs et inclusifs pour les personnes marginalisées où elles pourront générer des changements significatifs pour leurs communautés.

Conclusion

La crise climatique s'est manifestée dans toutes les sphères de notre existence et continue de nuire à nos vies et à nos moyens de subsistance, particulièrement chez les jeunes générations. Nous devons écouter les scientifiques et les aînés autochtones. Nous devons nous appuyer sur leur savoir et leurs solutions. Le gouvernement doit tenir ses promesses et assumer ses responsabilités. Il apparaît clairement que les demi-mesures ne suffisent pas aux jeunes : ils veulent une action climatique ambitieuse, qui place les jeunes et les groupes marginalisés au centre de la solution. Les changements climatiques sont une crise, et nous devons agir en conséquence, en misant sur toutes nos ressources et nos habiletés.



Santé et bien-être

« Santé et bien-être » par Daniela Vasco :

La dernière année a été éprouvante pour tout le monde. Ce fut une lutte de tous les instants, qui nous a rendus chancelants, qui nous a écrasés, et qui nous a submergés et anéantis par des angoisses déchirantes sous une montagne de préoccupations.

Dans cette œuvre, j'ai voulu dépeindre ce fardeau. Que ce soit en raison de la pandémie ou de toutes autres circonstances, il est essentiel de prendre soin de soi.

Le domaine prioritaire du bien-être m'attirait, car la santé mentale est une partie déterminante de notre bien-être et il est fondamental de lui donner l'attention qu'elle mérite. J'ai décidé de dessiner des mains autour du personnage pour figurer nos êtres chers de même que notre force au moment de nous soutenir les uns les autres et de guérir. Les fleurs qui poussent de toutes parts de l'œuvre évoquent cette guérison.

Les chrysanthèmes symbolisent la loyauté et l'amour dévoué que nous trouvons dans notre réseau de soutien. Les lotus représentent le périple au cœur de l'obscurité et la douleur, qui mène à l'autorégénérescence, à la renaissance et à l'éclaircissement. Nous nous perdons et nous retrouvons continuellement. J'espère que cette création produit une impression chez le spectateur afin de lui permettre de méditer sur son propre périple et de l'interpréter à sa manière.

Introduction

Les données sur la santé et le bien-être dépeignent les expériences particulières des jeunes au Canada à l'égard du système de soins de santé. Les jeunes sont confrontés à divers obstacles et inégalités en raison de leur identité, des soins de santé inaccessibles et coûteux, de l'absence de systèmes de soutien solides – surtout pendant la pandémie de COVID-19 –, du manque de sensibilisation à la santé mentale et au bien-être physique, ainsi que de l'absence globale de ressources exhaustives adaptées à la culture.

Accès aux soins de santé

Des jeunes de partout peinent à avoir accès aux soins de santé. Pour les jeunes issus de familles de faible niveau socioéconomique, il est difficile de s'absenter du travail pour se rendre à des rendez-vous.

En outre, le transport représente une préoccupation importante pour les jeunes des collectivités rurales ou des réserves, car il est souvent trop coûteux ou impossible de se déplacer pour obtenir les services nécessaires en matière de soins de santé et de santé mentale.

« Les coûts sont aussi un enjeu important. On se plaint à penser que notre système de soins de santé est pratiquement gratuit. Consulter un médecin engendre des frais pour la majorité d'entre nous, car nous devons nous absenter du travail ou de l'école et payer les frais de transport. »

Sur le plan technologique, il y a également des défis à surmonter pour avoir accès aux soins de santé virtuels, en particulier pendant la pandémie de COVID-19. Il faut plus de services en ligne et en format télésanté pour pallier les obstacles liés à l'emplacement géographique d'un grand nombre de jeunes. À ces fins, il faut combler le fossé numérique pour que toutes les collectivités aient accès à des technologies et à une connexion Internet abordables.

« À mes yeux, un mode de vie sain, une collectivité saine, ça signifie que les habitants disposent d'un soutien qui correspond à leurs besoins et à leur culture (plutôt que seulement des services de soutien occidentaux). C'est une collectivité où les individus se soutiennent mutuellement, où ils ont accès à des ressources qui répondent à leurs besoins et où ils ont le temps et les fonds suffisants pour pratiquer leurs loisirs. »

Équité et déterminants sociaux

Les jeunes considèrent que toute une variété de facteurs contribue à aggraver les iniquités, notamment : les identités marginalisées, le capacitisme, le racisme, le sexisme et le classisme, l'emplacement géographique, le manque de ressources adaptées aux cultures, le manque de sensibilisation à la nutrition et au bien-être, l'insécurité alimentaire, etc.

« Il faut tenir compte des classes sociales dans la collecte de données, car celles-ci ont une incidence sur l'accès des individus aux soins de santé. »

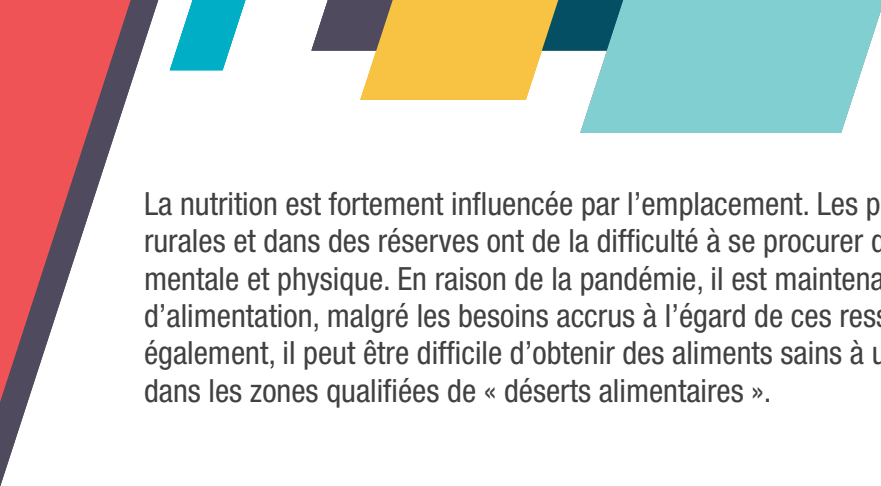
Les jeunes des minorités visibles ou linguistiques, les jeunes Autochtones, les jeunes habitant dans des collectivités rurales ou éloignées, les jeunes handicapés et les jeunes LGBTQ2 n'ont pas un accès adéquat aux soins de santé. Bon nombre d'entre eux ne peuvent pas consulter un médecin en raison de leur emplacement géographique, et d'autres se heurtent aux préjugés présents dans le système de soins de santé. De plus, le faible nombre de services offerts en français à l'extérieur du Québec porte préjudice aux nombreux jeunes francophones des communautés minoritaires de langue officielle au Canada. L'insécurité alimentaire et économique, le manque de ressources pour les jeunes itinérants et le manque d'infrastructures en santé mentale dans les collectivités rurales sont d'autres facteurs qui aggravent les iniquités.

« Le transport, le logement, la sécurité alimentaire; le médecin vous recommande un mode de vie sain, mais avec de faibles revenus, il est difficile d'acheter des produits dans les épiceries santé. Il est plus facile d'acheter de la malbouffe. »

Santé physique

Les jeunes considèrent que la nutrition, la condition physique, la santé mentale et le bien-être sont les meilleurs indicateurs de santé, par opposition au poids corporel. Ce sont donc ces éléments qui devraient être abordés lors des examens médicaux. Les jeunes sont d'avis que l'accès aux soins de santé devrait être plus complet et comprendre les soins de la vue, les services dentaires, les ordonnances et les services de santé mentale. Ils soulignent aussi qu'il faut trouver un équilibre entre le travail et la santé mentale et physique. Qui plus est, les jeunes handicapés font face à de nombreux obstacles au sein du système de santé, surtout en ce qui concerne l'obtention de diagnostics adéquats et l'accès à des professionnels de la santé capables de leur offrir du soutien et de comprendre leurs besoins.

« Pour les jeunes au Canada, le maintien d'une bonne santé passe par l'accès à des aliments sains, à des activités qui favorisent l'activité physique ou la rencontre d'autres personnes et à un endroit sûr pour se détendre. »



La nutrition est fortement influencée par l'emplacement. Les personnes qui vivent dans des collectivités rurales et dans des réserves ont de la difficulté à se procurer des aliments sains, ce qui nuit à leur santé mentale et physique. En raison de la pandémie, il est maintenant difficile d'avoir recours aux banques d'alimentation, malgré les besoins accrus à l'égard de ces ressources. Dans les régions urbaines également, il peut être difficile d'obtenir des aliments sains à un prix abordable, particulièrement dans les zones qualifiées de « déserts alimentaires ».


Santé mentale

Au fil des séances de mobilisation, il est devenu évident que de nombreux jeunes au Canada sont touchés par une crise en santé mentale. Les jeunes ont souligné que le manque de ressources accessibles et de sensibilisation à la santé mentale a contribué à entretenir les préjugés associés à la santé mentale. Par ailleurs, les tendances des médias sociaux sont aussi une source de préoccupation chez les jeunes. Beaucoup d'entre eux ont mentionné avoir des problèmes d'image corporelle découlant du contenu auquel ils sont exposés en ligne. De plus, un point important a été soulevé concernant la sécurité des mineurs et la protection de leur vie privée, car l'école a l'obligation légale d'aviser les parents si leurs enfants sont en situation de crise :

« Il est difficile d'obtenir du soutien en santé mentale, parce que les parents sont toujours impliqués dans le processus. Toutefois, ils ne comprennent pas toujours l'ampleur de la souffrance de leur enfant, ce qui rend la communication difficile. Les jeunes seraient plus à l'aise d'exprimer leurs sentiments si leurs parents n'étaient pas impliqués. »

Les élèves ont mentionné que les enseignants et le personnel devraient recevoir de meilleures formations en santé mentale pour pouvoir venir en aide aux jeunes et les aiguiller vers les ressources appropriées. Il est particulièrement essentiel d'offrir un meilleur soutien aux jeunes victimes d'intimidation. Ce problème touche de manière disproportionnée les personnes de couleur, les jeunes LGBTQ2, les jeunes handicapés et ceux issus de communautés marginalisées, dont les minorités linguistiques. Les jeunes ont aussi souligné les longs délais d'attente pour parler aux conseillers et le privilège financier associé aux services privés de soins de santé mentale.

Les problèmes systémiques, comme le manque de services adaptés à la culture et de moyens de transport pour les jeunes des régions rurales, créent des obstacles supplémentaires. En outre, le système actuel suscite la méfiance des jeunes autochtones, vulnérables, marginalisés, LGBTQ2 et handicapés, qui pourraient ne pas se sentir en sécurité en raison du traitement inéquitable au sein du système de soins de santé. Dans l'ensemble, de nombreux facteurs ont une incidence sur la santé mentale, notamment le statut socioéconomique, l'insécurité alimentaire, la consommation d'alcool et de drogues, etc.



« Une grande avancée serait que les services de santé mentale soient couverts par le système de soins de santé universel, surtout pour les jeunes, et que les thérapeutes proviennent de différents milieux afin que nous puissions voir notre propre culture se refléter dans le professionnel qui nous accompagne. »

COVID-19

La COVID-19 a bon nombre de conséquences sur la santé mentale et physique des jeunes. Pour les jeunes des régions rurales et éloignées, il est difficile d'avoir accès à des spécialistes, et la qualité des soins de santé diminue et n'est plus garantie. La portée et l'efficacité des services de santé en ligne sont limitées, et les difficultés de communication associées aux problèmes de connexion suscitent des inquiétudes. Une forte diminution du niveau d'activité physique a aussi été observée en raison de la fermeture des salles d'entraînement et du manque d'espaces verts dans les régions urbaines.

En ce qui concerne la santé mentale, l'isolement et le manque de systèmes de soutien ont des répercussions néfastes sur la santé mentale de nombreux jeunes en raison de la solitude, du déséquilibre entre le travail et la vie personnelle et de l'incertitude associée à la pandémie et à l'avenir. Par ailleurs, le confinement a causé bien d'autres problèmes à ceux qui ne sont pas en sécurité à la maison. Il a notamment entraîné une hausse des cas de mauvais traitements infligés aux enfants, ainsi qu'une augmentation de l'insécurité alimentaire; les écoles étant fermées, les programmes alimentaires scolaires pour les jeunes sont restreints, et les jeunes LGBTQ2 vivant avec des membres de la famille qui ne les appuient pas ou qui sont dangereux courent un risque encore plus grand lorsque les systèmes de soutien sont interrompus. Il a été difficile pour certains de s'exprimer ouvertement lors de séances virtuelles sur la santé mentale, en raison du manque d'espace sûr.

« Certaines des répercussions sont l'instabilité financière, l'anxiété sociale et l'isolement, la peur de l'inconnu, l'anxiété chez les personnes qui sont atteintes d'un déficit immunitaire ou qui s'occupent de quelqu'un en mauvaise santé, le manque d'activité physique, la dépression et la perte de motivation, les confinements extrêmes dans les foyers de groupe limitant encore davantage la liberté personnelle et la mobilité, et l'insuffisance de revenus parce que la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et les prestations d'assurance-emploi permettent seulement de payer le loyer, elles ne fournissent pas assez d'argent pour survivre. »

Si les jeunes souhaitent explorer les programmes gouvernementaux liés à Santé et mieux-être, voici quelques exemples :

- **Jeunesse, J'écoute** est un service national qui offre des services confidentiels d'intervention, de recommandation et de soutien aux jeunes de partout au Canada, en anglais et en français, 24 heures par jour, 7 jours par semaine. Consultez le site [Jeunesse, j'écoute](#) ou composez le 1-800-668-6868 pour obtenir des renseignements.
- **Espace Mieux-être Canada** est un portail gratuit créé pour soutenir le bien-être mental. Il relie les Canadiens à des professionnels en santé mentale pour des discussions confidentielles par clavardage ou par téléphone et offre aussi des renseignements, des outils et des ressources. Pour en apprendre davantage, visitez le [Espace mieux-être Canada](#).

Recommandations pour la santé et bien-être

Les administrations devraient faire ce qui suit :

1. Sensibiliser les jeunes à la santé et au bien-être.

- a. Adopter une perspective intersectionnelle pour accroître la sensibilisation aux modes de vie sains, fournir des renseignements sur la nutrition et le bien-être, et combattre les préjugés associés à la santé mentale au sein du système scolaire et du système des soins de santé.
 - i. Mettre en place des ressources de prévention de la toxicomanie chez les jeunes.
 - ii. Veiller à la collaboration multisectorielle entre les médias des groupes ethniques, les fournisseurs de services et les professionnels de la santé afin de lutter contre les préjugés culturels.
- b. Fournir de la formation en santé mentale et en toxicomanie aux enseignants pour qu'ils sachent reconnaître les signes précurseurs chez les élèves, apporter de l'aide en les aiguillant vers les ressources appropriées et fournir tout autre soutien nécessaire.
- c. Sensibiliser les jeunes à la manière d'utiliser les médias sociaux de façon positive afin de limiter les répercussions néfastes sur leur santé mentale, et élaborer des stratégies de prévention de la cyber intimidation en réponse à l'augmentation de l'utilisation de ces applications en raison de la COVID-19.

2. Corriger les problèmes systémiques liés à l'accès équitable aux soins de santé et aux ressources favorisant le bien-être.

- a. Mettre en place des ressources en santé mentale et physique qui sont multilingues et mieux adaptées à la culture, afin qu'elles correspondent bien aux populations auxquelles elles viennent en aide.
- b. Offrir aux professionnels de la santé des formations de sensibilisation pour s'assurer qu'ils fournissent des soins efficaces et de grande qualité aux jeunes LGBTQ2, aux jeunes racisés et marginalisés, aux jeunes à risque et aux jeunes handicapés.

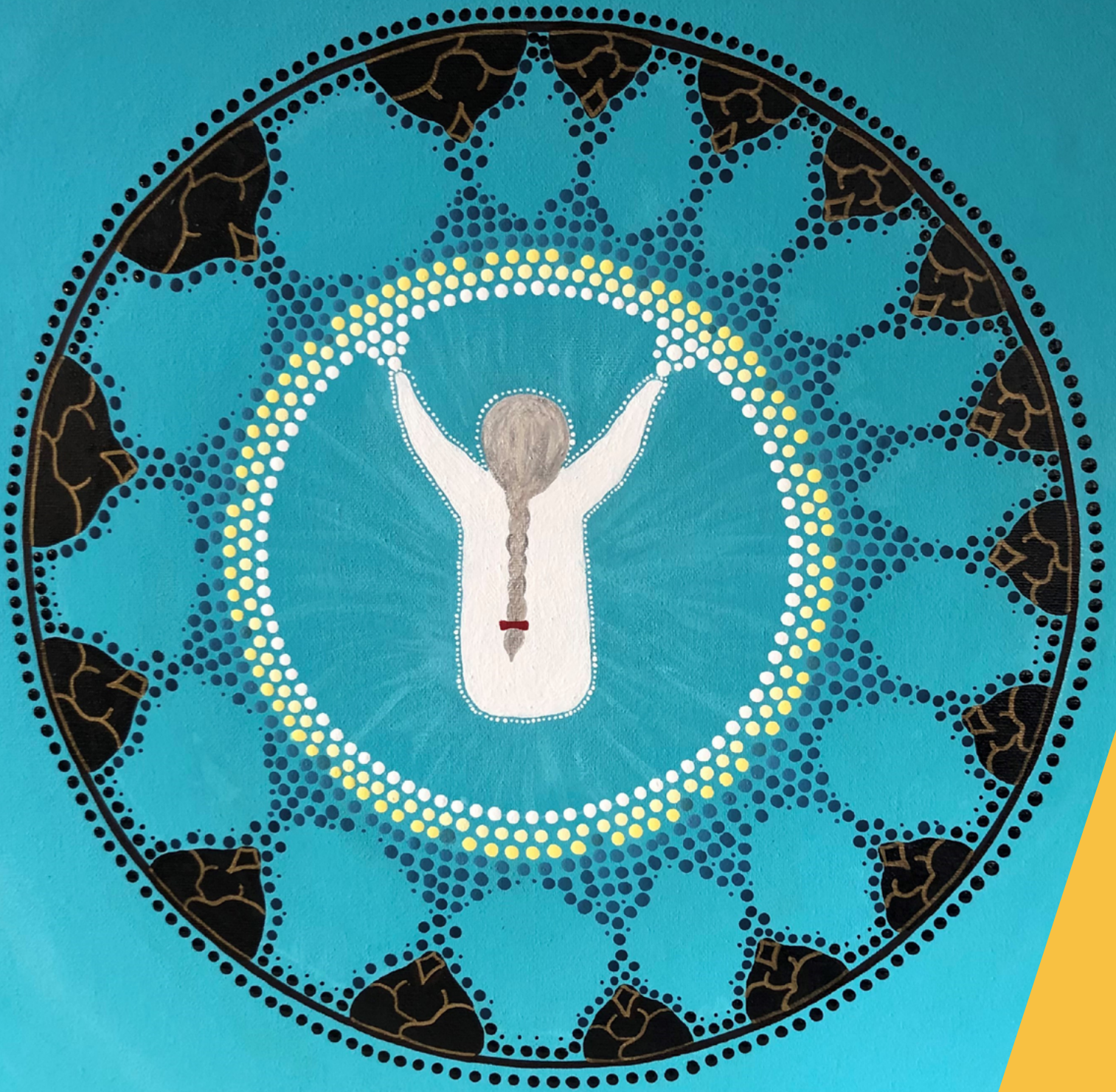
- c. Fournir des soins de santé accessibles, abordables et financés par le secteur public qui comprennent les soins de la vue, les services dentaires, les ordonnances et les services de santé mentale.
- d. Offrir des options alimentaires saines et abordables, de l'eau potable et des services de transport en commun aux jeunes des collectivités rurales/éloignées et des réserves, de sorte qu'ils puissent avoir accès aux soins de santé.
- e. Accroître les services de télésanté dans toutes les collectivités afin de réduire les délais d'attente, et fournir une connexion Internet haute vitesse abordable à toutes les collectivités.
- f. Créer des lois et des règlements qui permettent aux jeunes (à partir de l'âge de 16 ans d'avoir accès à des services de santé mentale sans que leurs parents soient impliqués.
- g. Veiller à ce que l'élaboration de normes nationales concernant l'accès des jeunes aux soins de santé mentale tienne compte des commentaires des jeunes à l'aide d'une perspective intersectionnelle.

3. Reconnaître les effets de la COVID-19 sur la santé globale.

- a. Créer plus d'espaces verts en milieu urbain pour favoriser l'activité physique.
- b. Collaborer avec les écoles et les fournisseurs de services locaux pour fournir aux jeunes des services de soutien en santé mentale et physique plus fiables dans le contexte d'isolement social.
- c. Offrir du soutien et des espaces sûrs aux jeunes à risque, vulnérables et marginalisés qui ne sont pas en sécurité à la maison.

Conclusion

À la lumière des séances de mobilisation, il est évident qu'il est difficile pour les jeunes au Canada d'avoir accès aux soins de santé, et que c'était également le cas avant la pandémie. Les jeunes de communautés marginalisées, les jeunes handicapés, les jeunes LGBTQ2, les jeunes issus de régions éloignées, les jeunes Autochtones et ceux des minorités visibles sont touchés de manière disproportionnée par les obstacles aux soins de santé. Dans l'ensemble, des facteurs intersectionnels tels que le capacitisme, le racisme, le classisme, le sexisme, l'homophobie, la transphobie, l'âgisme, l'emplacement géographique et bien d'autres ont aggravé les iniquités en matière de soins de santé. Afin que des soins de santé plus accessibles, abordables, efficaces et holistiques puissent être fournis aux collectivités rurales et urbaines, les éléments suivants sont nécessaires : une sensibilisation accrue aux modes de vie sains et à la lutte contre les préjugés associés à la santé mentale, des ressources adaptées à la culture, et une analyse du système de santé à l'aide d'une perspective intersectionnelle en vue de déterminer les obstacles auxquels sont confrontés les groupes vulnérables.



Leadership et impact

« Leadership et impact » par Leah Prisque :

La priorité que j'ai eu la chance de représenter dans mon œuvre d'art est celui du leadership et de l'impact. C'est un sujet important pour moi parce que j'aspire moi-même à incorporer du leadership dans ma vie et j'espère avoir un impact positif chez les autres. Cette création artistique est unique à bien des égards. Le recours à la peinture en pointillés sert à symboliser la connaissance et le leadership qui se dégagent de manière intangible de la personne au centre du tableau en direction des gens assis tout autour du cercle, les jambes croisées. Ils sont de différentes tailles afin de les représenter à diverses étapes de leur cheminement et aussi pour faire référence aux quatre phases de la roue médicinale. Les pointillés changent de couleur au fur et à mesure que la perception de l'impact se fait sentir entre l'émetteur et les récepteurs, en plus d'unir ces personnes entre elles.

Introduction

Tout au long du processus de mobilisation, les jeunes ont exprimé l'importance que revêtent les occasions de leadership à leurs yeux, ainsi que les valeurs que de telles possibilités inculquent aux jeunes. Voici certains thèmes importants qui ont été soulevés : ce que signifie le leadership pour les jeunes, le niveau d'équité et d'accessibilité des occasions de leadership, et l'incidence de la COVID-19 sur les jeunes et leurs occasions de leadership. Les jeunes ont également décrit leurs interactions avec le gouvernement du Canada et le système d'éducation.

Les diverses formes du leadership

Pour les jeunes, le leadership peut prendre de nombreuses formes. Il ne s'agit pas uniquement d'entraîner des changements à grande échelle, mais aussi de prendre des mesures informelles qui engendrent des changements positifs. Alors que certains s'impliquent dans la politique, les conférences et les initiatives communautaires, d'autres leaders résolvent des problèmes, encouragent leurs pairs, s'informent et prennent soin des autres, et protègent leurs collectivités.

« Dans les collectivités rurales dotées de ressources limitées et dont une grande proportion de la population est âgée de 65 ans et plus, les jeunes sont désavantagés par le nombre restreint de possibilités dont ils disposent. »

Saisir l'occasion de faire une différence

Bon nombre de personnes soulignent que tout le monde n'a pas accès à des liens et à des réseaux solides qui leur fournissent des occasions de s'impliquer. De plus, le travail non rémunéré n'est pas une option pour les jeunes à faible revenu qui n'ont pas les moyens de travailler bénévolement, ce qui les empêche de saisir les occasions de leadership et de réseautage. L'accès aux occasions était aussi reconnu comme l'une des difficultés liées, par exemple, aux déplacements et à l'absence de transport en commun dans les régions rurales, à l'identité de genre, aux barrières linguistiques et culturelles et à l'accès à la technologie. En outre, les jeunes insistent sur le fait qu'il faut investir davantage dans leur avenir, notamment afin de fournir des possibilités d'emploi aux jeunes handicapés et aux autres jeunes de groupes marginalisés. En général, il a été établi que ces écarts ont été exacerbés par la pandémie, car les mesures de soutien n'existaient pas pour ces personnes vulnérables avant la COVID-19.

« Le travail non rémunéré place les jeunes à faible revenu dans une situation désavantageuse, il les prive des occasions de leadership et de réseautage. »

Prendre les jeunes au sérieux et voir à ce que les administrations leur offrent des possibilités

Les jeunes sont inquiets de l'usage abusif du pouvoir par des figures d'autorité (particulièrement au sein de la police). Il importe de souligner et de reconnaître les torts commis par la police canadienne envers les jeunes marginalisés, leurs familles et leurs collectivités. Les jeunes sont d'avis qu'il est crucial d'établir des relations positives avec la police, mais qu'il faut d'abord la définancer, réduire son pouvoir et la désarmer avant qu'il puisse y avoir des discussions constructives sur la refonte du système et l'établissement de bonnes relations. Les jeunes souhaitent aussi s'impliquer davantage auprès des administrations et avoir plus d'occasions d'améliorer leurs qualités de leader et d'exercer des responsabilités connexes. Ils désirent aussi participer aux décisions qui les concernent et veulent que les membres des administrations et les autres intervenants reconnaissent leur capacité d'agir et leur autonomie. Pour accroître la capacité d'agir et la participation des jeunes, il importe de faire passer l'âge de voter au Canada de 18 à 16 ans.

« J'habite à Yellowknife, et j'ai précédemment habité à Inuvik. J'ai remarqué par-dessus tout qu'il y a une sorte de barrière mentale, émotionnelle et géographique. J'ai de nombreux amis qui n'ont pas l'impression que leur point de vue a de l'importance pour l'ensemble du Canada, principalement en raison de l'endroit où nous vivons et parce qu'il semble que beaucoup de gens ne savent pas grand-chose sur notre région (y compris le Nunavut). »

Emploi, formation et expérience

Les jeunes soulignent que l'importance de l'enseignement supérieur dans l'économie et le marché de l'emploi actuels exacerbe la difficulté éprouvée par les jeunes qui rencontrent des obstacles à l'enseignement postsecondaire et qui cherchent une voie concrète vers des occasions d'emploi ou de leadership au sein de leur collectivité. Les jeunes reconnaissent que l'éducation est un outil habilitant, car elle leur procure de l'expérience et des occasions d'emploi, mais qu'elle représente également un obstacle, car tout le monde n'a pas un accès équitable aux études.

« Les occasions de leadership concrètes peuvent représenter un obstacle, car elles sont parfois offertes uniquement aux jeunes en milieu scolaire, sans égard pour les jeunes qui ne sont pas à l'école, ou encore, elles peuvent exiger des décennies d'expérience, sans offrir la moindre chance à de nouveaux leaders de participer. »

Répercussions de la COVID-19

Particulièrement pendant la pandémie de COVID-19, les jeunes ont du mal à entretenir des liens sociaux et des relations avec leurs pairs, ce qui amplifie leurs sentiments de solitude et d'anxiété. Toutefois, les jeunes reconnaissent que les clubs scolaires, les organismes jeunesse et les occasions de leadership sont des sources d'inspiration, d'espoir et de participation constructive, qui leur permettent de perfectionner leurs compétences en leadership et de laisser leur marque.

« Les occasions de bénévolat sont principalement affichées sur Internet, et il y a encore de nombreux jeunes dans les réserves et les collectivités rurales qui n'ont pas accès à ces ressources. »

La pandémie de COVID-19 a soulevé divers nouveaux défis pour les jeunes, notamment ce qu'on appelle aujourd'hui « l'épuisement virtuel » ainsi que les problèmes de connexion Internet dans les collectivités rurales et les réserves. Les interactions en ligne sont particulièrement éprouvantes pour les jeunes des communautés culturelles, dont les célébrations culturelles ne sont plus que l'ombre de ce qu'elles étaient auparavant, en raison des adaptations virtuelles.

Il est difficile pour les jeunes LGBTQ2 d'avoir accès à des espaces virtuels sûrs, ce qui les expose à de plus grands risques. On retrouve également des obstacles en ce qui a trait notamment à la recherche d'occasions de bénévolat et à la précarité financière découlant d'une perte d'emploi. Néanmoins, la COVID-19 a aussi eu des effets positifs pour les jeunes, en entraînant une vague de créativité et l'apparition de façons de faire imaginatives, en plus de leur offrir l'occasion de s'impliquer par voie virtuelle relativement à des enjeux qui dépassent leur collectivité, leur province et même leur pays.

Si les jeunes souhaitent explorer les programmes gouvernementaux liés à Leadership et impact, voici quelques exemples :

- Le **Service jeunesse Canada** offre aux jeunes des possibilités significatives de services bénévoles qui ont des retombées positives dans leurs collectivités. Pour en apprendre davantage, visitez [Service jeunesse Canada](#).
- **Les jeunes s'engagent** aide les jeunes à devenir des citoyens actifs engagés par le biais de projets dirigés par des jeunes dans les communautés. Pour en apprendre davantage, visitez [Les jeunes s'engagent](#).

Recommandations pour leadership et impact

Les administrations devraient faire ce qui suit :

- 1. Offrir aux jeunes plus d'occasions de faire preuve de leadership et de jouer un rôle important dans toutes les collectivités, particulièrement dans les réserves, les régions rurales et les centres urbains.**
 - a. Mettre sur pied des ateliers de renforcement des compétences, investir dans des conseils jeunesse dirigés par des députés et dans des formations en leadership pour les jeunes.
 - b. Offrir du financement et des mesures incitatives aux organismes locaux dirigés par des jeunes.
- 2. Accroître le nombre d'occasions de leadership rémunérées et dépourvues d'obstacles qui n'exigent aucune expérience antérieure, car beaucoup de jeunes n'ont pas les moyens de faire du bénévolat.**
 - a. Aider les écoles à faire connaître les occasions offertes aux jeunes, surtout dans les réserves et les petites collectivités. Ces occasions doivent être annoncées par divers canaux.
 - b. Créer une base de données gérée par les administrations pour les occasions de leadership à l'intention des jeunes et la promouvoir à l'aide des divers canaux pour faire connaître les occasions.
 - i. Faire en sorte que la base de données soit gérée par les jeunes et pour les jeunes, et qu'il soit facile de l'utiliser et d'y accéder à l'aide de diverses technologies d'assistance.
- 3. Veiller à ce que les jeunes disposent des outils nécessaires pour accéder aux occasions.**
 - a. Veiller à ce que tous les jeunes soient financièrement et logistiquement en mesure d'accéder aux technologies nécessaires pour saisir les occasions, c'est-à-dire qu'ils aient un accès Internet et un appareil cellulaire abordables.
 - b. Veiller à ce que le transport soit accessible pour les jeunes des réserves et des petites collectivités, ou à ce que les occasions leur parviennent directement dans leurs collectivités.
 - c. Remédier aux inégalités liées aux frais de transport en commun dans les centres urbains.
- 4. S'assurer que les jeunes disposent de modèles, de mentors et d'occasions solides afin de développer leur capacité d'agir.**
 - a. Faire en sorte que les personnes occupant des fonctions de leadership reflètent la diversité des populations qu'elles représentent.
 - b. Collaborer avec les établissements tels que les prisons, foyers de groupe, hôpitaux et pensionnats pour les personnes handicapées afin d'offrir plus d'occasions de mentorat aux jeunes ayant vécu dans ces établissements.
 - c. Assumer la responsabilité, pour les jeunes qui ont vécu l'institutionnalisation, d'éliminer les inégalités liées à l'accès à l'emploi, à l'éducation, aux occasions communautaires, aux services de soutien en santé mentale, etc.
 - d. S'employer en priorité à définancer et à désarmer la police, et tenir des conversations constructives avec les communautés marginalisées concernant le rôle des services policiers et la manière de refaçonnner le système.

- e. Réaffecter le financement aux sources de soutien communautaire, aux initiatives d'entraide, aux programmes des quartiers, à l'aide au logement, à la lutte contre l'itinérance chez les jeunes, et à la mise en place de programmes additionnels de réduction des méfaits.
- f. Réduire la population carcérale et offrir aux jeunes incarcérés ou auparavant incarcérés la possibilité non seulement de recevoir du mentorat, mais aussi de servir de mentor pour d'autres jeunes à risque et de toucher ce faisant un salaire convenable.
- g. Assumer une responsabilité accrue en ce qui a trait aux établissements tels que les pensionnats pour les personnes handicapées, les organismes de protection de la jeunesse et les prisons, notamment en veillant à ce qu'il existe des outils pour dénoncer les abus, à ce que ces établissements soient plus étroitement surveillés et réglementés, et à ce que les jeunes qui vivent dans ces milieux bénéficient de meilleures occasions d'emploi, de bénévolat et d'engagement auprès des administrations.
- h. Retirer la police des écoles afin de démanteler les hiérarchies et les inégalités de pouvoir. L'approche à adopter consiste plutôt à encourager les jeunes en milieu scolaire à se soutenir mutuellement et à travailler ensemble pour créer des écoles sécuritaires, bâtir une communauté dans les écoles et aider leurs pairs, sans intervention de la police.

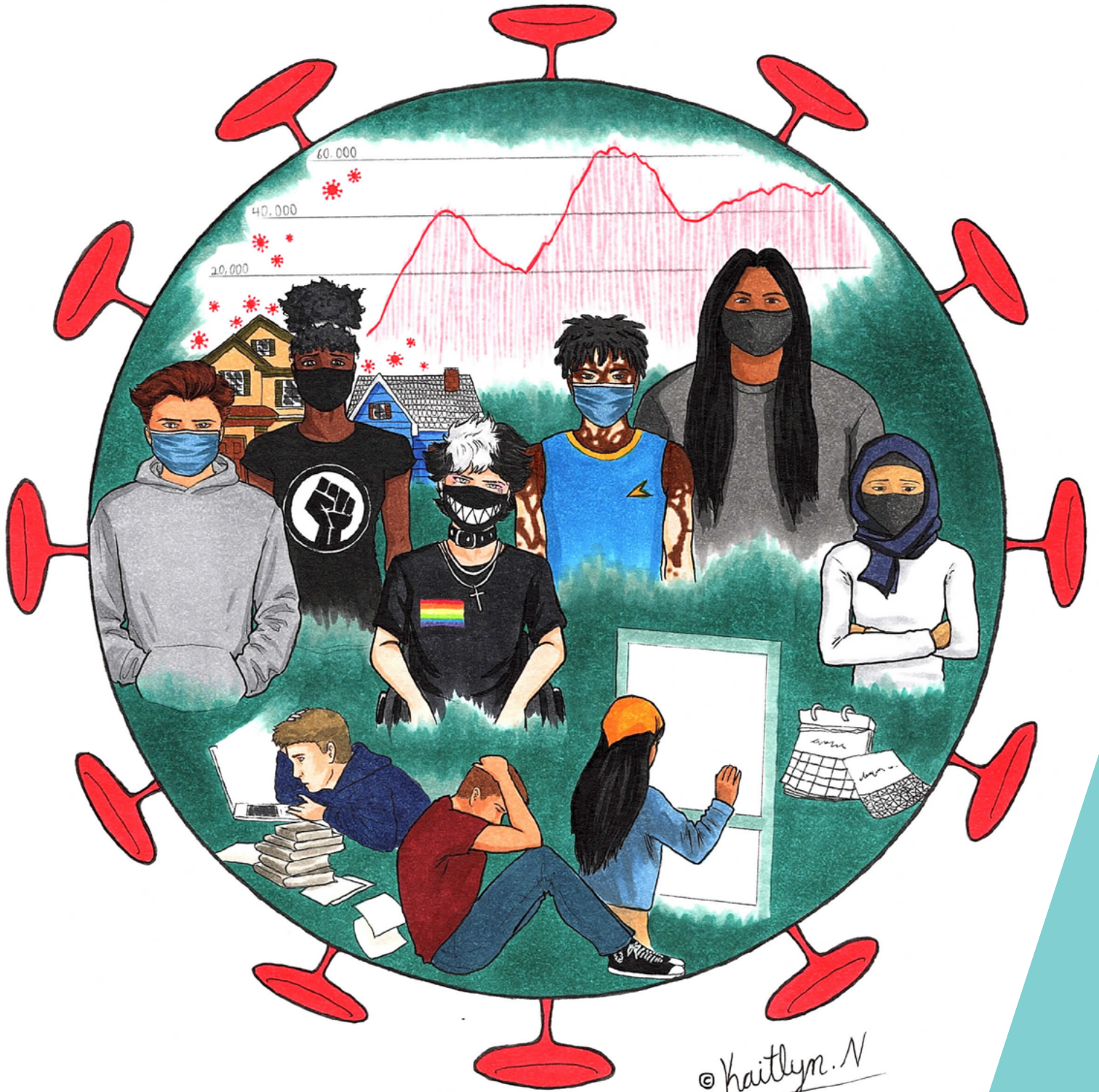
5. Favoriser les occasions pour les jeunes de transmettre directement leurs connaissances aux décideurs.

- a. Offrir aux jeunes plus d'occasions de s'engager auprès des administrations, de se faire réellement entendre et de perfectionner leurs compétences en leadership tout en contribuant de manière concrète à une cause qui les passionne.
- b. Investir dans plus de programmes et organismes dirigés par des jeunes afin de créer des occasions d'apprentissage accrues en milieu de travail.
- c. Abaisser de toute urgence l'âge minimal de voter pour qu'il passe de 18 à 16 ans.

Conclusion

La présente section visait à présenter les expériences des jeunes au Canada sur les plans du leadership et de l'impact. En résumé, les données montrent ce que signifie le leadership pour les jeunes, les inégalités reflétées par les écarts concernant l'accès équitable à des occasions de leadership, et l'incidence de la COVID-19 sur les jeunes et sur leurs occasions de leadership. Cette section comportait également une liste de recommandations pour le gouvernement du Canada, les gouvernements provinciaux et les autres intervenants pertinents. Dans l'ensemble, les occasions de leadership pour les jeunes sont importantes et précieuses, et elles ne devraient pas être compromises.





© Kaitlyn.N

Emploi

« COVID-19 » par Kaitlyn Nasogaluak :

J'ai dessiné la forme d'un coronavirus, qui constitue l'idée centrale de l'œuvre. Elle représente la COVID-19 et la façon dont les jeunes en ont été touchés. À l'intérieur, on voit des jeunes aux origines et aux identités variées et les répercussions que la pandémie leur a fait subir. J'ai puisé mon inspiration pour cette réalisation dans les émotions que m'a fait vivre la pandémie. Auparavant, je n'avais jamais véritablement créé d'œuvre d'art en relation avec la situation qui sévit actuellement dans le monde, ni même une œuvre qui s'attaque à un problème concret, donc ce domaine prioritaire s'est avéré l'occasion idéale.

Introduction

Alors que de nouveaux obstacles continuent de se dresser, que les aspirations professionnelles faiblissent et que la dette étudiante augmente, il est urgent de remédier aux divers obstacles à l'emploi auxquels les élèves se heurtent. Bien que la COVID-19 ait amplifié bon nombre de ces difficultés, elle a aussi procuré plus de temps libre aux jeunes, entraînant ainsi un essor de l'entrepreneuriat. Les jeunes font appel aux administrations pour obtenir de l'aide dans l'expansion de leurs réseaux, dans la recherche d'occasions pour les débutants, dans la réduction de leur dette étudiante et dans l'accès à des occasions équitables pour tous.

Obstacles à l'emploi

Les jeunes sont confrontés à de nombreux obstacles qui limitent leur accès à l'emploi, tels que le manque d'accès aux technologies, aux réseaux professionnels et aux occasions d'avancement professionnel. Les jeunes issus de collectivités marginalisées ou à faible revenu sont touchés de manière disproportionnée par ces obstacles. Cela représente aussi un problème pour les jeunes qui ne peuvent pas trouver de travail dans la langue officielle de leur choix en raison du manque d'occasions d'emploi appropriées.

« Si vous n'avez pas un réseau solide, il est plus difficile d'avoir accès à certaines occasions. »

Aspirations professionnelles


Les jeunes ont exprimé le besoin de stabilité, d'équilibre travail-vie personnelle et d'expériences de travail pertinentes. Cependant, étant donné qu'il est très difficile de trouver un emploi de débutant, les jeunes ne sont pas en mesure d'envisager leurs options de carrière.

« Si je voulais un emploi plus occasionnel, je pourrais probablement en obtenir un. Dans une optique de carrière, la situation semble bien différente, simplement parce que je n'ai aucune véritable expérience professionnelle, collégiale ou universitaire. »

Les jeunes décident de repousser la fin de leurs études ou de poursuivre leur cheminement scolaire en raison du stress accru lié à l'incapacité de trouver un emploi.

Covid-19

En conséquence de la COVID-19, les occasions d'emploi se font rares, et les candidats se livrent une forte concurrence. Les jeunes ont exprimé à cet égard qu'ils se sentent stressés et démotivés. De surcroît, le manque d'interactions sociales nuit à leur bien-être psychologique.



« Le travail à distance élimine les contacts sociaux dont de nombreuses personnes bénéficiaient, et cela représente un fardeau pour ceux qui ont peu d'interactions sociales. »

Quant aux effets positifs, mentionnons que le manque d'occasions d'emploi a entraîné un essor de l'entrepreneuriat. De nombreux jeunes ont trouvé en eux-mêmes la motivation et la capacité de lancer leurs propres entreprises et initiatives.

« Juste avant la COVID-19, j'étais à la recherche d'un emploi dans lequel je travaillerais avec d'autres jeunes. Toutes les occasions que j'avais ont été annulées, mais grâce à cela, j'ai été en mesure de bâtir ma propre entreprise. »

Problèmes financiers

Les jeunes ont du mal à payer leurs factures. Le coût de l'éducation postsecondaire continue de grimper, et les salaires de débutants ne suffisent pas pour rembourser les prêts étudiants. Le stress financier est néfaste pour les jeunes et peut nuire à leur réussite scolaire.

« Le coût de l'éducation postsecondaire n'est pas adapté au salaire qu'offrent ces emplois. Les jeunes de ma génération ont dépensé plus de 50 000 \$ dans leurs études postsecondaires, car on leur promettait des emplois bien rémunérés. Ce n'est finalement pas le cas, et il est donc plus difficile pour les jeunes d'amasser de l'argent, de se payer un logement et de subvenir à leurs besoins financiers. »

Les jeunes passent à côté d'occasions d'avancement professionnel, car elles ne sont pas rémunérées ou il s'agit de bénévolat.

« De nombreuses occasions de développement des compétences ne sont pas rémunérées, ce qui empêche beaucoup de personnes de réussir dans leur domaine. »

Équité

Un nombre disproportionné de jeunes handicapés sont sans emploi. Ces jeunes sont inquiets à l'idée qu'un employeur potentiel pourrait ne pas les considérer comme des candidats valables, car ils peuvent être qualifiés de « dispendieux ».

« Les employeurs me verront-ils comme dispendieux en raison de mon handicap? »

Les jeunes issus de collectivités à faible revenu ne sont pas en mesure de bâtir un réseau solide de liens professionnels, ce qui finit par nuire à leurs occasions d'emploi. Qui plus est, la discrimination en milieu de travail donne lieu à des écarts salariaux et à des occasions inégales.

« Les revenus et les salaires ne sont pas répartis de manière égale ou équitable entre les populations dotées des mêmes qualifications. »

Si les jeunes souhaitent explorer les programmes gouvernementaux liés à l'Emploi, voici quelques exemples :

- La **Stratégie emploi et compétences jeunesse (SECJ)** appuie les jeunes dans le développement de leurs compétences et l'obtention d'expérience de travail rémunéré en vue de leur transition vers le marché de l'emploi. Pour en apprendre davantage, visitez la [Stratégie emploi et compétences jeunesse](#).
- **Futurpreneur** est un organisme sans but lucratif qui offre du financement et du soutien aux jeunes de 18 à 39 ans qui souhaitent devenir propriétaires d'entreprises. Pour en apprendre davantage, visitez le [Futurpreneur](#).
- Le lancement de la version bêta de la **Passerelle numérique des jeunes** à l'été 2021 offre aux jeunes un canal numérique pour les programmes et les ressources du gouvernement du Canada liés à l'emploi, au développement des compétences, à l'apprentissage et aux services. Pour en apprendre davantage, visitez la [Passerelle numérique des jeunes](#).

Recommandations pour l'emploi

Les administrations devraient faire ce qui suit :

1. Éliminer les obstacles à l'emploi.

- a. Offrir du soutien aux programmes qui aident les étudiants à accroître leur réseau, à développer les compétences requises au 21^e siècle (communication, connaissances techniques, créativité) et à obtenir de l'expérience de travail enrichissante.
- b. Encourager les établissements postsecondaires à accroître le nombre d'occasions d'enseignement coopératif ou de stages qui sont offerts aux étudiants.

2. Stimuler les aspirations professionnelles.

- a. Appuyer des programmes qui exposent les jeunes à diverses carrières et qui les aident à comprendre comment les compétences qu'ils acquièrent à l'école, dans des activités parascolaires et dans des emplois à temps partiel peuvent être utilisées dans différentes carrières.

3. S'adapter à la COVID-19.

- a. Créer ou soutenir des programmes s'adressant aux jeunes qui ont perdu leur emploi en raison de la COVID-19.
- b. Offrir un soutien supplémentaire aux programmes d'entrepreneuriat qui aident les jeunes à concevoir une solution à un problème qu'ils ont repéré dans leur collectivité.

4. Atténuer les préoccupations financières.

- a. Réduire les frais de scolarité ou élargir les programmes de subventions et de bourses d'études afin de rendre l'éducation postsecondaire plus abordable.
- b. Adopter des lois en vue d'interdire les stages et les internats non rémunérés, car ils ne sont pas accessibles aux étudiants à faible revenu.
- c. Faire appliquer des règlements qui interdisent la précarité d'emploi et le sous-emploi chez les jeunes (le travail contractuel sans avantages sociaux, par exemple).
- d. Mettre en place une garantie d'emploi pour les étudiants de niveau postsecondaire : plutôt que d'avoir accès à l'assurance-emploi, les diplômés devraient être rémunérés pour faire du bénévolat dans leur collectivité ou pour lancer leur propre initiative.

5. Favoriser l'équité.

- a. Offrir plus de stages et d'internats rémunérés destinés aux étudiants marginalisés et à faible revenu.
- b. Renforcer les règlements qui interdisent la discrimination et le harcèlement en milieu de travail.
- c. Examiner le taux de chômage et le salaire moyen des jeunes au Canada, selon leur origine ethnique, leur genre et leur capacité.

Conclusion

Les jeunes doivent surmonter toute une variété de difficultés pour trouver un emploi valorisant, et il y a de graves iniquités entre les divers groupes. Il leur est crucial d'avoir un soutien constant des administrations afin d'obtenir des emplois de débutants qui offrent des possibilités de croissance et d'avancement professionnel.

Les jeunes ont besoin d'aide pour bâtir leurs réseaux professionnels, trouver des stages, développer les compétences requises au 21^e siècle et gérer leurs finances. Les administrations devraient appuyer des programmes qui aideront les jeunes dans ces domaines clés, qui encourageront l'entrepreneuriat et qui détecteront les iniquités liées aux résultats en matière d'emploi parmi les différents groupes.





Innovation, compétences et apprentissage

« Innovation, compétences et apprentissage »
par Cory Bugden : L'illustration que j'ai produite pour « Innovation, compétences et apprentissage » exprime l'idée du caractère collectif et de la connectivité qui existent entre les trois aspects. Elle évoque le fait que nous utilisons nos compétences pour progresser, et que toutes ces compétences communiquent les unes avec les autres pour produire des résultats collectifs. Les idées ne viennent pas d'elles-mêmes : tout est influencé par quelque chose d'autre, et c'est cette connectivité qui stimule l'innovation.

Introduction

Cinq thèmes principaux ressortent lorsqu'il est question d'innovation, de compétences et d'apprentissage : la technologie, l'éducation, l'équité, la santé mentale et les compétences. Plusieurs des facteurs examinés présentent à la fois des aspects positifs et négatifs. Chacun comprend une recommandation pour aider les jeunes à obtenir l'accès à de meilleures ressources et à des environnements d'apprentissage plus stables.

Technologie

Il est important pour les jeunes d'avoir accès à diverses possibilités de contextes éducatifs grâce à la participation en ligne. En ce qui concerne l'accessibilité, les points positifs comprennent le fait de ne pas avoir à se déplacer constamment pour rencontrer d'autres personnes ou pour profiter de services, ce qui est plus coûteux en énergie et en ressources. Parmi les points négatifs, on retrouve la vitesse de l'accès Internet et le prix des services, qui peuvent nuire au travail, particulièrement dans les collectivités rurales et éloignées. Dans un contexte de travail à la maison, l'accès à la technologie et l'environnement à domicile peuvent représenter des obstacles de taille. Mais sur une note plus positive, le travail à la maison peut accroître le sentiment d'autonomie et diminuer le niveau d'anxiété sociale.

« Je crois être devenu plus autonome en tant qu'étudiant. »

Éducation

L'éducation occupe une place importante dans la vie des jeunes au Canada. Les études postsecondaires peuvent leur permettre d'obtenir de meilleurs salaires plus tard dans la vie. Or, l'éducation coûte cher, et de nombreux jeunes quittent l'école en ayant tout de même le sentiment de ne pas être assez bien préparés à intégrer le marché du travail. Ils recherchent des occasions uniques pour apprendre à mieux se connaître en tant qu'individus et pour découvrir des moyens de tirer profit de leurs compétences et intérêts personnels. Les étudiants qui s'impliquent à l'extérieur de l'école, en participant à des initiatives de développement communautaire ou en s'adonnant à des activités entrepreneuriales, ont du mal à obtenir leur diplôme en l'espace de quatre ans, et ils risquent même de ne jamais terminer leurs études. En outre, les étudiants handicapés obtiennent souvent leur diplôme plus tard que leurs pairs. Pour ceux qui souhaitent étudier en français, l'accès aux écoles francophones dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire est plus difficile, et il y a des incohérences entre les programmes anglophones et francophones. Des programmes comme Mitacs²⁹ créent des voies permettant aux étudiants de niveau postsecondaire d'explorer les possibilités d'entrepreneuriat et d'innovation. Leur incidence est toutefois limitée en raison de leur portée. Les étudiants de premier cycle issus de communautés sous-représentées souhaitent aussi bénéficier d'occasions semblables pour acquérir de l'expérience concrète d'entrepreneuriat et d'innovation.

« J'étudie pour obtenir des possibilités de carrière, je travaille pour payer mes frais de scolarité, mon logement et mon alimentation sont limités par mes moyens. »

Équité

L'accès à l'éducation et la qualité de celle-ci dépendent de l'emplacement d'une personne et de sa richesse. Le taux de jeunes Autochtones qui terminent leurs études postsecondaires est particulièrement faible, en raison de l'accès limité à des méthodes pertinentes de savoir et d'apprendre, à des moyens de transport et à d'autres systèmes de soutien. Les jeunes veulent fournir des solutions aux problèmes auxquels est confrontée la société d'aujourd'hui, et nous souhaitons contribuer à l'orientation des changements. Les organismes dirigés par des jeunes doivent être considérés comme un atout plutôt que comme un fardeau. Ils désirent avoir l'occasion d'aider à « rebâtir en mieux » et cherchent à être reconnus comme partie intégrante du changement structurel nécessaire pour parvenir à l'équité.

« Les incapacités représentent une énorme source de disparité au sein de l'éducation, mais cet aspect est souvent négligé. »

Enfin, alors que la COVID-19 a rendu l'éducation plus accessible d'une certaine façon, elle a aussi rendu l'apprentissage plus difficile d'autres façons.

Santé mentale

La santé mentale a été durement touchée par la COVID-19 et ses répercussions sur l'éducation. La COVID-19 a entraîné des charges de travail plus lourdes et n'a pas laissé place à l'apprentissage des compétences nécessaires pour une transition en douceur vers l'apprentissage virtuel. Forcément, les possibilités d'interactions sociales se sont faites plus rares, de sorte qu'il est devenu plus difficile de se faire des amis et d'entretenir des relations solides. Certains jeunes se sont retrouvés isolés dans des environnements familiaux malsains, puisqu'ils ne peuvent plus passer de temps à l'école. D'un autre côté, la pandémie a permis à certaines personnes d'apprendre à gérer leur temps et à faire preuve d'autodiscipline.

Les écoles devraient accorder la priorité à la santé mentale, car la pression pour réussir et suivre le « bons » cours se fait lourdement sentir chez de nombreux jeunes. Certains ont mentionné se sentir obligés de faire des études postsecondaires parce que c'est ce que la société attend d'eux, alors qu'ils n'ont pas d'intérêt réel à le faire. Les problèmes de santé mentale nuisent à la capacité des jeunes d'atteindre les résultats d'apprentissage nécessaires à leur progression.

« Le fait de passer chaque heure de la journée entre les mêmes murs est accablant. »

Compétences

Le développement des compétences a été un effet positif de la pandémie. Dans certains cas, le fait d'avoir plus de temps libre a donné lieu à des moments de réflexion et de soins de soi. De plus, beaucoup se sont lancés dans des projets d'entrepreneuriat. De nombreuses occasions de renforcement des compétences sont à la disposition des étudiants universitaires; toutefois, la COVID-19 a mis en évidence

l'importance du renforcement des compétences à l'extérieur des établissements d'enseignement et au sein des groupes communautaires auxquels les jeunes participent activement.

« Durant cette période, j'ai été en mesure de bâtir ma propre petite entreprise. »

Si les jeunes souhaitent explorer les programmes gouvernementaux liés à l'Innovation, aux compétences et à l'apprentissage, voici quelques exemples :

- **CodeCan** aide les jeunes à accéder à l'économie numérique en leur permettant d'acquérir de vastes compétences numériques, y compris la programmation. Le programme vise à atteindre les jeunes traditionnellement sous-représentés dans le domaine des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM), telles que les femmes et les Autochtones. Pour en apprendre davantage, visitez le [CodeCan](#).
- **Le Programme de stages pratiques pour étudiants (PSPE)** offre de l'expérience de travail rémunérée et pertinente aux étudiants de partout au Canada. Pour en apprendre davantage, visitez [Le Programme de stages pratiques pour étudiants](#).

Recommandations pour l'innovation, compétences et apprentissage

Les administrations devraient faire ce qui suit :

1. Améliorer l'accessibilité de la technologie.

- a. Offrir des subventions aux jeunes et aux étudiants qui travaillent à la maison ou qui vivent dans des régions rurales ou éloignées, afin d'accroître l'accès à des technologies et à une connexion Internet abordables.
- b. Appuyer des investissements financiers et dans l'infrastructure pour améliorer la connectivité des régions rurales et éloignées.

2. Soutenir la scolarité.

- a. Accroître les investissements dans les stages liés à l'entreprise sociale, l'entrepreneuriat et l'innovation, à l'intention des jeunes (particulièrement ceux des collectivités sous-représentées).
- b. Accroître les investissements dans les occasions d'apprentissage en milieu de travail pour les élèves du secondaire et du niveau postsecondaire.

3. Favoriser l'équité.

- a. Accroître les investissements et les initiatives de renforcement des capacités pour les organismes dirigés par des jeunes.

4. Stimuler les compétences.

- a. Concevoir une stratégie nationale de renforcement des compétences, qui permet aux jeunes d'offrir leurs commentaires sur les types de compétences qu'ils souhaitent renforcer et sur les sortes d'expériences d'apprentissage qu'ils apprécient.

Conclusion

Même s'il est clair que les jeunes sont confrontés à de nombreuses difficultés, ils ont fait preuve de détermination, comme le montrent les nombreux points positifs liés à l'innovation, aux compétences et à l'apprentissage. Si les recommandations énumérées sont respectées, les jeunes seront mieux outillés pour faire preuve de persévérance. Tous les jeunes devraient avoir accès à des occasions justes et équitables d'apprendre et de réussir. Les difficultés supplémentaires non nécessaires ne font que ralentir et compromettre leur développement et l'atteinte de leurs objectifs.





CONCLUSION



Écoute active et prochaines étapes

Dans le cadre du présent Rapport sur l'état de la jeunesse, les jeunes au Canada ont pu s'exprimer. Non seulement ils ont parlé de leurs réalités de 2021, mais ils ont aussi lancé un appel à l'action en présentant 28 recommandations. Tous les ordres de gouvernement et les groupes de soutien pour les jeunes sont fortement invités à tenir compte des faits probants fournis dans ce rapport. Le gouvernement du Canada prend acte de ces recommandations.

De plus, au cours des discussions continues avec les jeunes, qui ont abouti à ce tout premier Rapport sur l'état de la jeunesse, le gouvernement du Canada a entendu les demandes récurrentes suivantes :

1. des données plus pertinentes et opportunes axées sur les jeunes;
2. des possibilités de mobilisation soutenues et accessibles pour les jeunes;
3. par-dessus tout, des mesures concrètes sur des questions primordiales aux yeux des jeunes.


Le temps est maintenant venu de passer à l'action.

Données sur les jeunes : Des plans sont en place afin de remédier aux limites des données sur les jeunes. Des investissements proposés dans le Budget de 2021, notamment la mise en œuvre par Statistique Canada d'un plan d'action concernant les données désagrégées, aideront à brosser un portrait plus complet de la jeunesse au Canada. De surcroît, en vue d'améliorer les statistiques sur la communauté LGBTQ2 canadienne, Statistique Canada a mis à jour la norme sur le genre dans le Recensement de 2021, en plus de travailler sur la proposition de nouvelles normes en matière d'orientation sexuelle aux fins des collectes de données nationales futures.

Statistique Canada appuie également le Secrétariat de la jeunesse du ministère du Patrimoine canadien dans son engagement auprès de la jeunesse. En complément de ce travail, Statistique Canada élabore une nouvelle publication qui présente les données récentes sur les jeunes Canadiens. Le premier chapitre du Portrait des jeunes au Canada de Statistique Canada, qui porte sur la santé des jeunes au Canada, a été publié en février 2021. Des chapitres supplémentaires qui seront publiés porteront sur des thèmes tels que les données démographiques, l'emploi, l'éducation, l'engagement social et le bien-être, l'environnement et les jeunes Autochtones.

L'excellence dans la mobilisation des jeunes : Le dialogue national qui a commencé lors de la création d'un Conseil jeunesse du premier ministre en 2016 et de l'élaboration de la première politique jeunesse du Canada en 2019 a établi une promesse à l'égard de l'excellence dans la mobilisation des jeunes. Le présent rapport n'est qu'une première étape. En bien que la politique prévoie la publication d'un rapport semblable tous les quatre ans, les jeunes d'aujourd'hui ont indiqué qu'ils ne souhaitent pas attendre aussi longtemps avant de discuter à nouveau avec les administrations sur les questions qui leur tiennent à cœur et qu'ils ne veulent pas que leurs opinions demeurent statiques dans un document PDF ou sur une page Web pendant tout ce temps. Le Groupe consultatif des jeunes cherche donc des solutions pour explorer divers formats en ligne, interactifs et sur les réseaux sociaux.

Un des principaux objectifs est de progresser vers une mobilisation continue à l'aide d'une plateforme en ligne qui serait accessible, inclusive et interactive. Cette ressource devrait rejoindre les jeunes aux endroits où ils se trouvent, et mettre en contact les décideurs avec la jeunesse diversifiée de partout au Canada afin d'éclairer l'orientation future des programmes et initiatives qui concernent les jeunes.



Mesures fédérales pour les jeunes : Les jeunes de partout mettent au défi les dirigeants de viser l'amélioration continue. Pour le gouvernement du Canada, cela signifie d'accroître la réactivité, la cohésion et la transparence des initiatives fédérales pour les jeunes.

« Les jeunes ont clairement laissé entendre que toute politique jeunesse du gouvernement fédéral doit viser une action concrète. »

– *Politique jeunesse (2019)*

Les priorités des jeunes sont de nature variée et de portée considérable. Le présent rapport a présenté un petit échantillon des initiatives clés qui sont accessibles aujourd'hui, mais il demeure crucial d'accroître le soutien, la sensibilisation et l'accès aux programmes existants.

Le Secrétariat fédéral de la jeunesse est conçu pour aider à amplifier les voix des jeunes afin d'entraîner des changements positifs et de veiller à ce que leurs points de vue soient pris en compte dans les politiques et les décisions du gouvernement. Il s'apprête à diriger un plan qui vise la responsabilisation et l'intervention concertée, en se fondant sur les problèmes soulevés par les jeunes d'aujourd'hui au Canada.

Reconnaissance


Le Secrétariat fédéral de la jeunesse tient à remercier les jeunes qui ont répondu à l'appel et ont dit la vérité au pouvoir. Grâce à votre franchise et votre volonté d'être vulnérable, nous avons pu voir le monde sous un angle différent. Les recommandations, les idées et l'engagement des jeunes tout au long de ce processus bénéficieront au gouvernement dans les années à venir. Ils ont sans aucun doute montré que les jeunes au Canada espèrent que nous pourrions construire un pays consciemment plus inclusif.

« Nous ne voulons pas simplement une place à la table;
ce que nous voulons, c'est d'agrandir la table! »

– *Jeune participant, Séance de mobilisation RSEJ*



ANNEXE A :
Glossaire



Le choix des mots est important. Tout au long du processus, les jeunes ont utilisé des mots précis pour faire part de leurs points de vue et exprimer la manière dont ils désirent être perçus et compris. Pour assurer le respect de la voix des jeunes et pour mieux éclairer le lecteur, un glossaire qui définit un certain nombre de termes employés dans le Rapport sur l'état de la jeunesse est inclus ci-dessous.

Le glossaire a pour but d'inclure des types de connaissances diverses et de témoigner du respect à leur égard. Certaines définitions sont accompagnées de citations provenant de sources gouvernementales, d'articles scientifiques ou de médias d'information. D'autres termes répertoriés dans le Rapport sur l'état de la jeunesse ont été définis par les jeunes dans leurs propres mots afin de bien cerner leur signification. Les sources des définitions sont indiquées dans les notes de bas de page.

Alliance inclusive (allyship) : Pratique active, continue et assidue du désapprentissage et de la réévaluation qui consiste à ce qu'une personne privilégiée cherche à agir en solidarité avec les groupes de personnes marginalisées. L'alliance inclusive ne fait pas partie de l'identité. Il s'agit plutôt d'un processus d'établissement de relations fondé sur la confiance, la constance et la responsabilité envers les personnes ou les groupes marginalisés. L'alliance inclusive n'est pas autodéterminée : les personnes avec qui nous cherchons à nous allier doivent reconnaître notre travail et nos efforts³⁰. On peut dire des personnes qui pratiquent l'alliance inclusive qu'elles sont des « alliées ».

Autochtonisation (Indigenization) : Le terme « autochtonisation » peut s'utiliser de différentes façons selon le contexte. Pour les besoins du Rapport, l'autochtonisation concerne les changements apportés par les Autochtones dans le but de promouvoir les systèmes de connaissances, les manières d'être et les façons de faire autochtones dans les endroits qui ne sont pas conçus à ces fins³¹. Il est important de noter que l'autochtonisation n'est pas synonyme de « décolonisation » ni de « rejet de la colonisation » puisqu'elle ne réclame pas nécessairement la séparation du système colonial ou son rejet complet. Les systèmes autochtonisés peuvent exister au sein du système colonial³².

Bispirituel (Two-Spirit ou Two-Spirited) : Terme utilisé pour décrire, de façon générale, des concepts traditionnels présents dans de nombreuses cultures autochtones. Il s'agit d'une identité propre à la culture qui est utilisée par certains Autochtones pour désigner une personne dont l'identité de genre, l'identité spirituelle ou l'orientation sexuelle comprend à la fois un esprit masculin et un esprit féminin³³.

Décolonisation (decolonization) : La décolonisation est le processus par lequel les peuples autochtones rejettent le passé colonial historique et actuel qui s'applique à eux pour réaffirmer leurs langues, leurs cultures, leurs systèmes de connaissances et leurs visions politiques et sociales du monde. La décolonisation est une tentative de réparer les dommages infligés aux peuples autochtones par les systèmes éducatif, social, judiciaire et politique ainsi que le système de santé. Si la colonisation est le fait, pour les colonisateurs, d'imposer leur vision du monde aux premiers habitants, la décolonisation est une manière pour les colonisateurs d'apprendre à témoigner du respect pour la vision du monde des premiers habitants. La décolonisation prend naissance sur le plan individuel, par la décolonisation de l'esprit. La plupart du temps, il s'agit d'un processus de toute une vie. La décolonisation consiste en la réappropriation de l'identité autochtone, des rôles et responsabilités qui y sont rattachés, de la structure et du leadership traditionnels des familles et des communautés ainsi que des systèmes de gouvernance et des cultures traditionnels. La décolonisation, c'est la réaffirmation du lien sacré qui unit les peuples autochtones à leur territoire³⁴.

Définancement (defunding) : Dans le contexte du définancement de la police, le terme fait référence à la réaffectation du financement normalement destiné aux services de police à d'autres organismes gouvernementaux financés par les municipalités locales³⁵. Presque tous les services de police au Canada adhèrent à un modèle de services pour la collectivité, qui vise à renforcer la confiance du public et à satisfaire aux besoins de la collectivité plutôt qu'à lutter sans relâche contre la criminalité. Ceux et celles qui appuient le définancement s'interrogent sur l'efficacité de cette approche et désirent la redistribution d'une certaine part du financement destiné aux services de police à des services sociaux mieux outillés pour répondre aux besoins des collectivités³⁶.

Durabilité (sustainability) : Volonté de subvenir aux besoins de notre temps tout en préservant notre capacité à subvenir à ces besoins dans l'avenir³⁷.


Empreinte carbone numérique (digital carbon footprint) : Empreinte carbone engendrée par l'utilisation de la technologie (un ordinateur, par exemple)³⁸.

Équité (equity) : L'équité se définit par l'état, la qualité ou l'idéal d'être juste et impartial. Elle a pour synonymes « impartialité » et « justice », et il faut la voir comme un concept systémique et structurel. L'équité implique la tentative de comprendre les gens et de leur offrir ce dont ils ont besoin pour mener une vie saine et bien remplie. En comparaison, l'égalité renvoie au désir de faire en sorte que chaque personne reçoive les mêmes avantages pour mener une vie saine et bien remplie. L'équité est un ensemble complexe d'éléments interreliés qui visent à instaurer et à soutenir la justice sociale. Elle est également un processus dynamique qui tend à reproduire les idées, le pouvoir, les ressources, les stratégies, les conditions, les habitudes et les résultats équitables sur le plan systémique³⁹. L'équité reconnaît que de traiter tout le monde de la même manière peut mener à des résultats inégaux, mais que de traiter les gens de manière équitable, en prenant en compte les besoins individuels, permet d'atteindre les résultats souhaités par les mesures d'égalité. Les termes « égalité » et « équité » sont parfois utilisés de manière interchangeable. Toutefois, l'équité est une mesure plus flexible qui permet d'offrir des avantages équivalents sans chercher à offrir la même chose à tout le monde⁴⁰.

Institutionnalisation (institutionalization) : Processus par lequel les personnes sont séparées physiquement de leur collectivité ou de leur famille pour être placées en institution. Sans constituer une liste exhaustive, ces institutions comprennent des établissements carcéraux, des établissements d'enseignement, des foyers collectifs, etc. Les termes « institution » et « institutionnalisation » renvoient à des inégalités, dont les inégalités sociales, l'oppression, la marginalisation des identités, le capacitisme, le racisme et le classisme. À leur tour, les institutions maintiennent le capacitisme, le racisme et le classisme à travers leurs divers types et formes d'institutionnalisation.

Itinérance chez les jeunes (youth homelessness) : Comme le décrit l'Observatoire canadien sur l'itinérance sur le site *Rond-point de l'itinérance*, l'itinérance chez les jeunes renvoie à « la situation et à l'expérience que connaissent des jeunes âgés de 13 à 24 ans qui vivent indépendamment de leurs parents et/ou gardiens et qui n'ont pas les moyens ni la capacité d'acquérir une résidence stable, sécuritaire et permanente »⁴¹.

Jeunesse (youth) : La jeunesse est une catégorie d'âge assez variable. Elle se définit comme la période entre l'adolescence et le début de l'âge adulte et est souvent perçue, sur le plan culturel, comme un passage de la dépendance vers l'indépendance et l'autonomie⁴². Le gouvernement du



Canada emploie ce terme pour désigner plusieurs tranches d'âge, en fonction du contexte ou du programme et des politiques dont il est question. Par exemple, Statistique Canada considère les personnes âgées de 15 à 29 ans comme jeunes. En revanche, dans *Une politique jeunesse pour le Canada* ainsi que dans le premier Rapport sur l'état de la jeunesse, ce sont les personnes âgées de 12 à 30 ans qui sont incluses dans cette catégorie, en plus de quiconque se trouvant à l'extérieur de cette tranche d'âge, mais qui s'identifie comme « jeune » (les participants avaient donc, en fin de compte, de 13 et 36 ans). À titre comparatif, les Nations Unies adoptent une définition plus stricte de la jeunesse à des fins statistiques, soit les personnes âgées de 15 à 24 ans⁴³.

LGBTQ2 (LGBTQ2) : Lesbienne, gai, bisexuel, transgenre, queer, bispirituel. Il s'agit du sigle qu'emploie le gouvernement du Canada pour désigner la communauté canadienne. La terminologie LGBTQ2 est en constante évolution. Il est donc important de noter que la présente liste n'est pas exhaustive et que ces définitions constituent un point de départ pour comprendre les identités et les enjeux liés à la communauté LGBTQ2. Différentes personnes et communautés LGBTQ2 pourraient avoir une compréhension élargie ou particulière de ces termes⁴⁴. Remarque : Les définitions détaillées pour chacun des termes énumérés ainsi que pour d'autres termes non inclus ici peuvent être consultées sur le site Web du gouvernement du Canada cité ci-dessous.

Pensionnats pour jeunes handicapés (residential schools for youth with disabilities) : Pensionnats dédiés à l'enseignement des enfants et des jeunes handicapés⁴⁵. Ils offrent un soutien à temps plein aux élèves au moyen de programmes résidentiels, d'aménagements spéciaux en milieu éducatif et d'activités récréatives. Les élèves de ces écoles vivent en résidence, habituellement du dimanche au vendredi, durant l'année scolaire. Ces pensionnats ont leurs propres cultures, ambitions et problèmes d'inégalités.

Personne de couleur (person/people of colour) : S'utilise pour faire référence aux personnes non blanches en remplacement du terme « minorité visible », qui présuppose une idée d'infériorité ou de privation des droits. Le terme met l'accent sur les expériences fréquentes de discrimination raciale et de racisme⁴⁶ et il s'emploie dans un cadre inclusif pour tous les groupes raciaux non blancs afin d'aborder les questions d'inégalités raciales⁴⁷. Soulignons que le terme « personne de couleur » réfère à une identité politique ou sociale et ne doit pas être considéré comme synonyme des désignations de groupes raciaux prises individuellement. Par exemple, « personne de couleur » n'est pas interchangeable avec « personne noire », mais une personne noire peut s'identifier comme une personne de couleur⁴⁸. En contexte canadien, les peuples autochtones, bien qu'ils fassent eux aussi l'expérience de la discrimination raciale et du racisme, peuvent être reconnus séparément des personnes de couleur afin de témoigner du statut distinct auquel ils ont droit d'après la Constitution canadienne⁴⁹.

Queer (queer) : Terme autrefois méprisant utilisé comme insulte à l'égard des personnes LGBTQ2; il est maintenant réclamé par de nombreuses personnes LGBTQ2 comme façon positive de se décrire, et comme façon d'inclure les nombreuses identités diverses qui ne sont pas couvertes par les acronymes LGBTQ2 les plus fréquents⁵⁰.

Racisé (racialized) : Processus par lequel un groupe en vient à être désigné comme différent, et à cet égard, peut subir un traitement inégal. Sont incluses dans les groupes racisés les personnes sujettes à un traitement différentiel fondé sur la race, l'ethnicité, la langue, la religion ou la culture. Les groupes racisés reçoivent un traitement hors normes ou inégal en raison de leur origine ethnique.

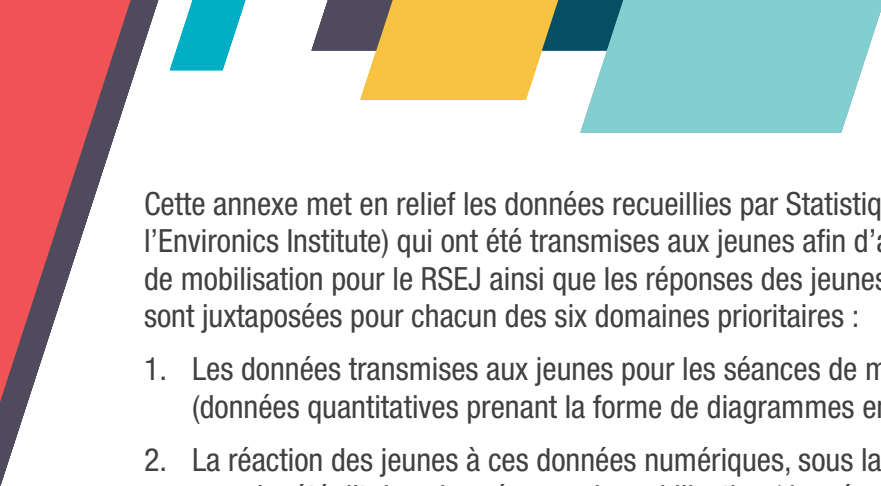
La racisation peut s'étendre à des traits et des caractéristiques précis associés aux personnes racisées et réputés atypiques ou moins valorisés. Outre les traits physiques des personnes racisées, d'autres caractéristiques qui font souvent l'objet de racisation sont l'accent, la façon de parler, le nom, la manière de se vêtir, l'alimentation, l'intelligence, les croyances, les pratiques et les coutumes⁵¹.

Rejet de la colonisation (uncolonization) : Si la « décolonisation » est un processus qui s'adresse spécifiquement aux peuples autochtones, et qui n'est donc pas destiné aux colonisateurs, lesquels profitent de l'oppression en continu des peuples autochtones, le « rejet de la colonisation », lui, est un terme que les colonisateurs peuvent employer afin de renvoyer aux processus dont ils se servent pour couper les liens avec le système colonial, ses pratiques et ses vestiges⁵².

Théorie ancrée (grounded theory) : On se réfère à la théorie ancrée dans la recherche qualitative. Cette théorie diffère de l'approche traditionnelle selon laquelle on recueille l'information afin d'évaluer une prémisse ou une explication potentielle. La théorie ancrée s'efforce de partir de la base (formuler une théorie à partir des données) plutôt que de partir du sommet pour justifier la base (compiler des données pour confirmer une théorie). Elle privilégie une approche inductive plutôt que déductive⁵³.



ANNEXE B :
Données issues
des mobilisations



Cette annexe met en relief les données recueillies par Statistique Canada (et à un endroit, celles de l'Environics Institute) qui ont été transmises aux jeunes afin d'alimenter les discussions des séances de mobilisation pour le RSEJ ainsi que les réponses des jeunes. Dans ce qui suit, deux types de données sont juxtaposées pour chacun des six domaines prioritaires :

1. Les données transmises aux jeunes pour les séances de mobilisation du RSEJ (données quantitatives prenant la forme de diagrammes en barres et de graphiques);
2. La réaction des jeunes à ces données numériques, sous la forme de nuages de mots suivant ce qui a été dit dans les séances de mobilisation (données qualitatives, utilisation de la taille de police pour mettre en évidence la fréquence d'emploi des mots).

Même si on rencontre un certain nombre de synergies, on relève parfois des divergences entre les statistiques gouvernementales et les réactions de la jeunesse.

Les données quantitatives ont été produites avec la collaboration de Statistique Canada afin d'alimenter les discussions au cours des séances de mobilisation du RSEJ. Les jeunes ont répondu à ces données d'une multitude de façons, ce qui a mis en lumière la diversité des points de vue parmi les jeunes du Canada. Dans l'ensemble, trois tendances générales se sont dégagées : les jeunes ont réagi aux mots employés dans les données, lesquels ne correspondaient pas, par moments, aux mots qu'ils préfèrent utiliser pour se décrire ou décrire leur situation; ils ont réagi aux domaines d'intérêt des données, qui, selon leurs impressions, n'étaient généralement pas assez holistiques; enfin, ils ont réagi à l'« âge » des données, lesquelles n'étaient pas assez récentes à leur goût dans bon nombre de cas. Les données primaires des séances de mobilisation du premier Rapport sur l'état de la jeunesse du Canada et les formulaires de réponse individuelle peuvent être consultés sur [le portail du gouvernement ouvert du gouvernement du Canada](#) en recherchant le terme premier Rapport sur l'état de la jeunesse du Canada.

Statistique Canada est réceptif aux points de vue exprimés par les jeunes, et dans son [Sommet jeunesse du Canada 2019](#), il s'est récemment engagé auprès des jeunes à mettre le doigt sur les sujets prioritaires à aborder et les façons dont les jeunes préfèrent consulter les statistiques quantitatives. Cet engagement a mené à la publication d'un produit de diffusion commun, une infographie intitulée [Qu'est-ce qui est important pour les jeunes Canadiens?](#) publiée en juillet 2019.

Il faut signaler que même si les jeunes souhaitent avoir accès à des statistiques des plus récentes, recueillir des données fiables et de grande qualité nécessite beaucoup de temps. Pour obtenir de plus amples renseignements concernant le traitement des données, consultez le lien suivant :

[Le cheminement des données : éléments d'une navigation réussie \(statcan.gc.ca\).](#)

Domaine prioritaire : Vérité et réconciliation

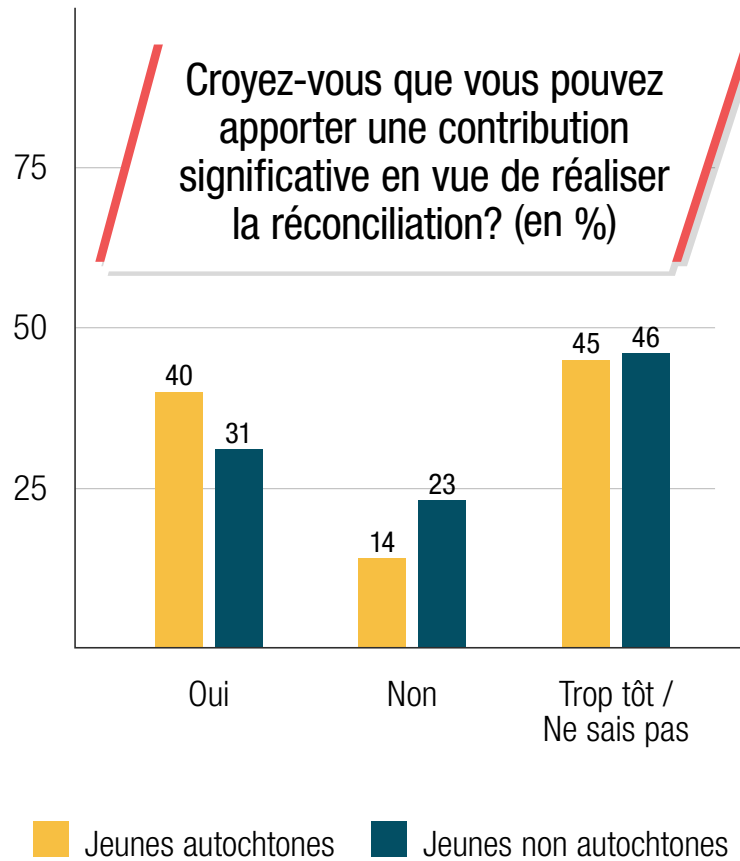


Figure 2 : Croyez-vous pouvoir apporter une contribution significative pour la mise en œuvre de la réconciliation? *Source : « Canadian Youth Reconciliation Barometer 2019 », Environics Institute.*

Croyez-vous pouvoir apporter une contribution significative pour la mise en œuvre de la réconciliation?

La figure 2 montre des données provenant du Canadian Youth Reconciliation Barometer de l'Environics Institute. Les données présentent les réponses des jeunes autochtones et non autochtones à la question « Croyez-vous pouvoir apporter une contribution significative pour la mise en œuvre de la réconciliation? ». Les jeunes autochtones ont démontré un optimisme plus marqué à cet égard.

De manière semblable à ce que montrait la figure 2, on observe à la figure 3 que les conversations des jeunes étaient articulées autour de l'idée d'action, avec l'emploi des verbes « vouloir », « savoir », « faire » et « travailler » ainsi que l'attention portée à la « culture », l'« éducation » et la « communauté ». Ces données sont issues d'un amalgame de répondants autochtones et non autochtones.

Domaine prioritaire : Environnement et action climatique

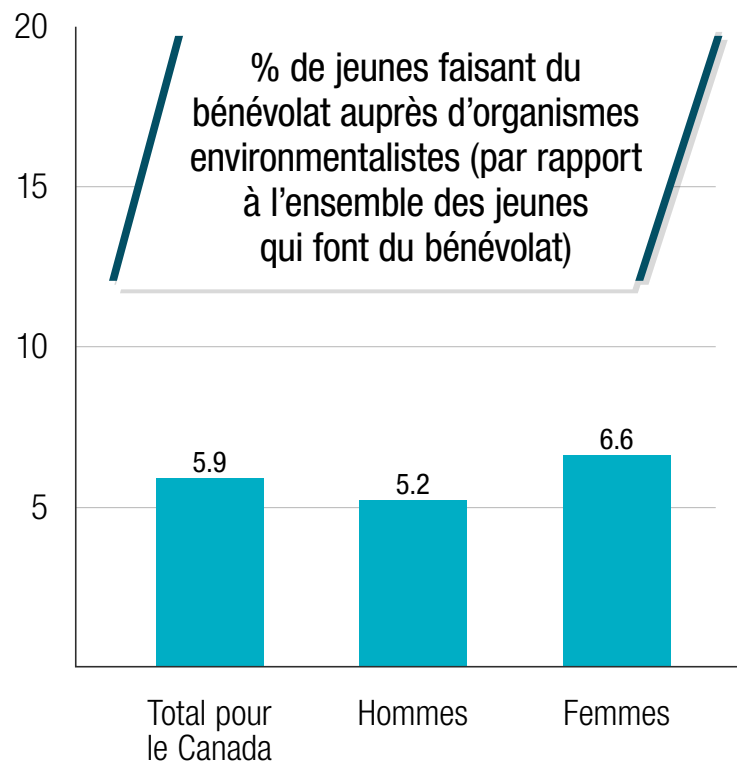


Figure 4 : Pourcentage de jeunes qui font du bénévolat pour des organisations environnementales. (Source : « Recensement de 2016 », Statistique Canada)

Les données du Recensement de 2016, présentées à la figure 4, portent sur le bénévolat auprès d'organisations environnementales et ont été transmises aux jeunes dans le cadre des séances de mobilisation du Rapport sur l'état de la jeunesse.

La figure 5 représente les réactions des jeunes aux données ci-dessus et indique la fréquence de l'emploi des mots dans les vastes discussions au sujet de l'environnement et de l'action climatique.

Sans surprise, « environnement » et « climat » font partie des mots les plus souvent prononcés dans ce domaine prioritaire aux côtés de « jeunes », « faire », « changement », « communauté » et « impact ». Ces choix lexicaux indiquent que les conversations étaient axées sur l'action. Ce qu'on recherche : induire le changement.

Les discussions qui nommaient précisément le thème du « bénévolat » avaient une visée moins précise, mais le besoin d'actions, de changement et d'impact était clair et explicite.

Domaine prioritaire : Santé et bien-être

La figure 6, qui présente des données sur l'état de santé, l'accès aux soins de santé et la satisfaction à l'égard de la vie, a été transmise aux jeunes dans le cadre des séances de mobilisation du Rapport sur l'état de la jeunesse.

État de santé, accès aux services de soins de santé et satisfaction à l'égard de la vie (en %)

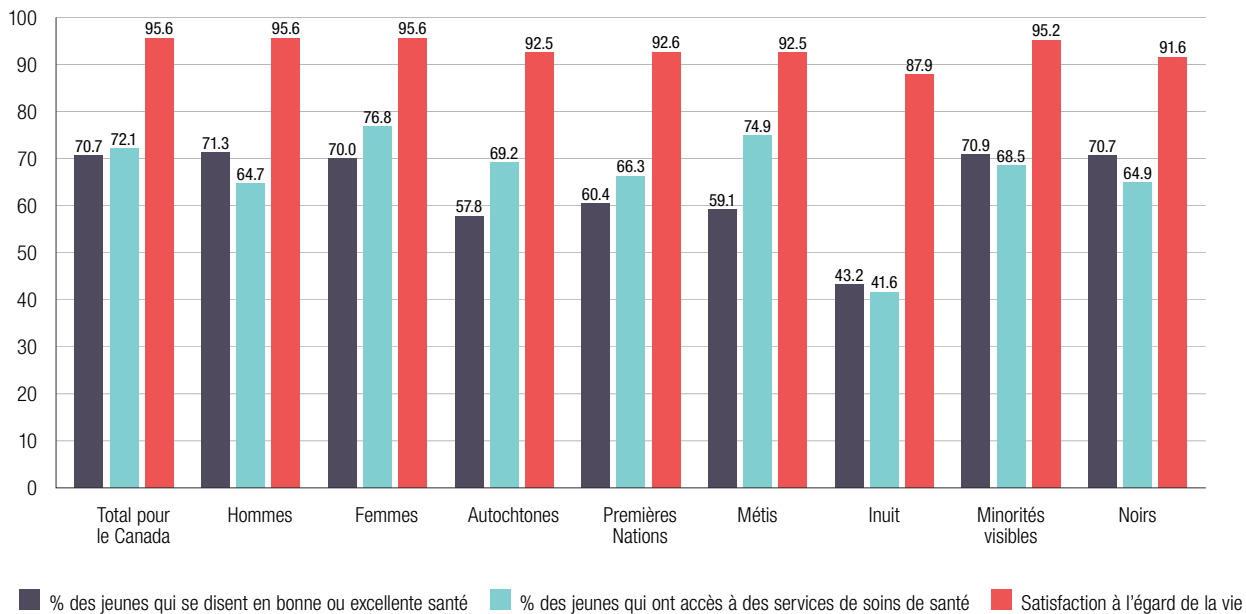


Figure 6 : État de santé, accès aux services de soins de santé et satisfaction à l'égard de la vie (en %).
Sources : « Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes » (2017-2018), Statistique Canada.
« Indice canadien du bien-être chez les enfants et les jeunes » (2019), UNICEF.

La figure 7 révèle les mots les plus utilisés par les jeunes au cours des séances de mobilisation sur la santé et le bien-être. La figure 8 précise la fréquence d'emploi des mots utilisés par les jeunes relativement à la santé mentale. Au cours de leurs discussions, les jeunes ont souligné l'importance de la communauté et du soutien en ce qui a trait aux besoins en soins de santé, y compris l'école, la santé physique et les services. Les données de Statistique Canada, qui remontent à bien avant la pandémie de COVID-19, témoignent essentiellement d'un état de santé bon ou excellent et d'un bon accès aux soins de santé. Toutefois, lors des séances de mobilisation du RSEJ qui se sont déroulées au plus fort de la pandémie, les jeunes se sont attardés davantage aux problèmes liés à la santé mentale et à l'accès au soutien, en plus des écarts et des difficultés que la COVID-19 a non seulement engendrés, mais aussi exacerbés dans différentes sphères de la vie pour les jeunes partout au Canada.

Domaine prioritaire : Leadership et impact

Les figures 9 et 10 abordent respectivement l'activité politique des jeunes au Canada et le sentiment de confiance des jeunes envers les institutions publiques. Les données ont été recueillies par Statistique Canada et transmises aux jeunes participants.

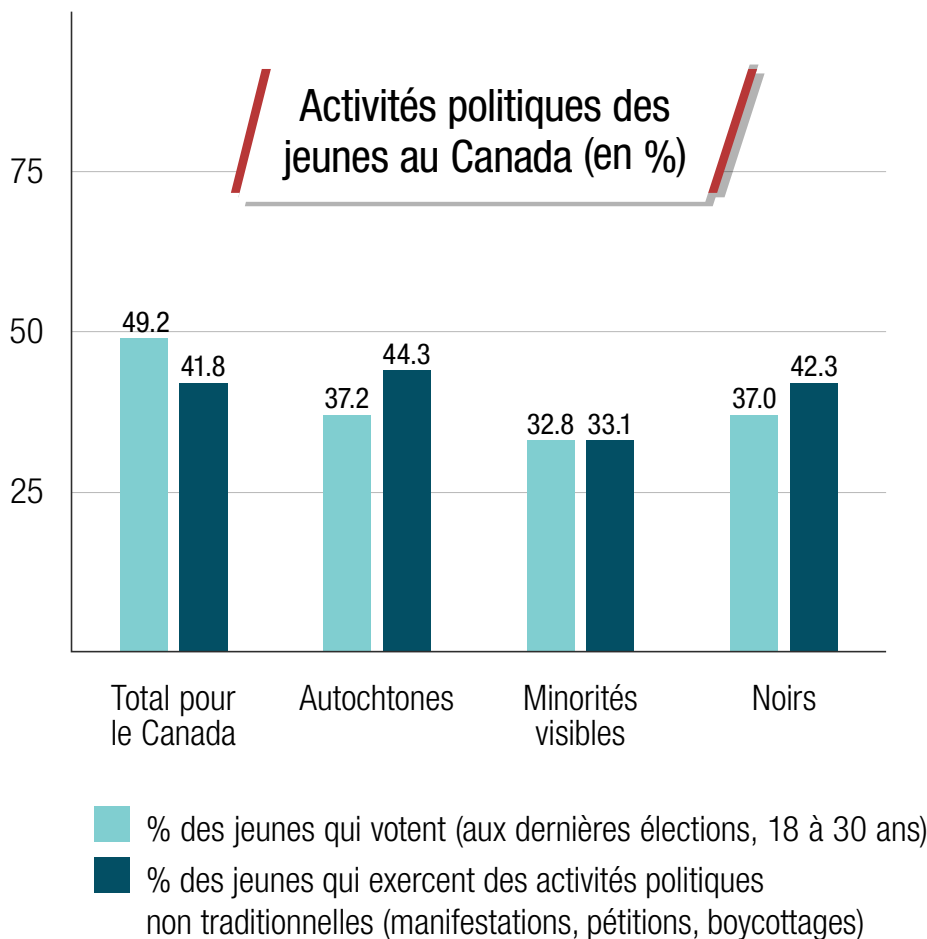


Figure 9 : Activités politiques des jeunes au Canada (en %). Sources : « Enquête sociale générale – identité sociale » (2013), Statistique Canada. « Coup de projecteur sur l'engagement politique des jeunes au Canada » (2019), Le Centre Samara pour la démocratie.

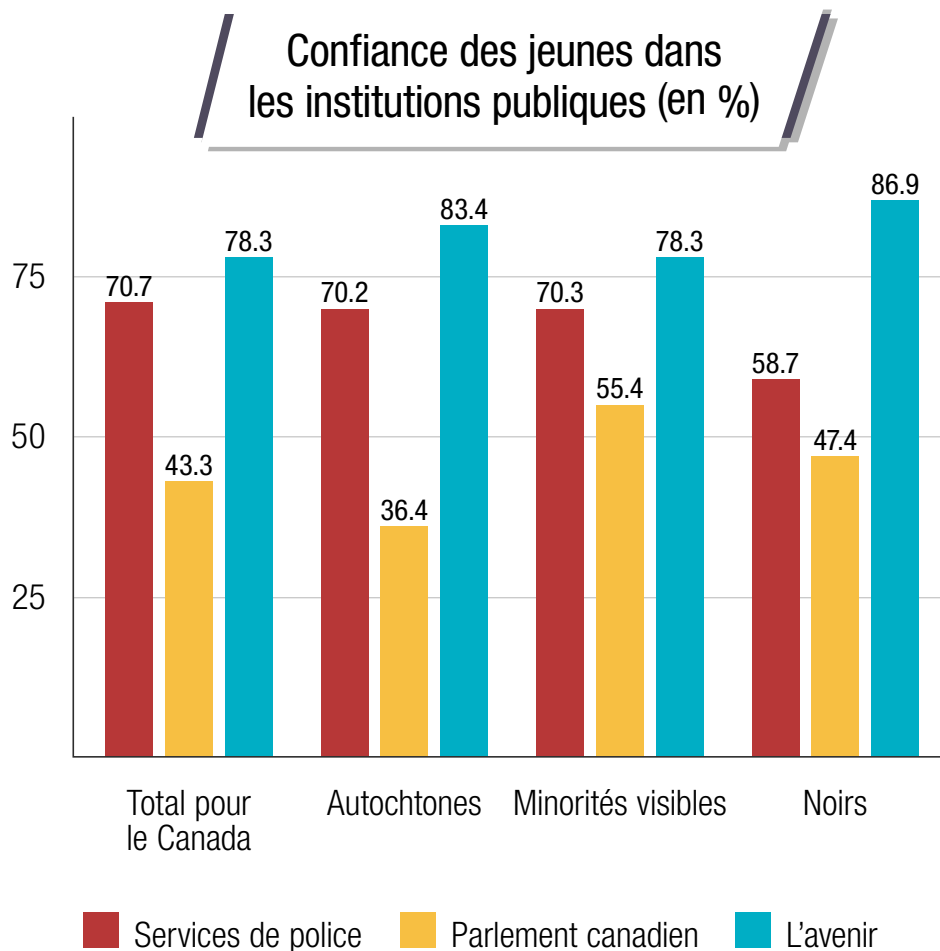


Figure 10 : Sentiment de confiance des jeunes envers les institutions publiques. Sources : « Enquête sociale générale – identité sociale » (2013), *Statistique Canada*. « Coup de projecteur sur l'engagement politique des jeunes au Canada » (2019), *Le Centre Samara pour la démocratie*.

Les figures 9 et 10 ont été transmises, mais la plupart du temps, les jeunes ont préféré discuter d'autres questions. La figure 11 est issue de conversations générales à propos du leadership et des impacts. Les jeunes ont signifié leur désir d'obtenir des « possibilités » et d'exercer du « leadership ». La figure 12 illustre les thèmes que les jeunes ont explorés en discutant au sujet du « gouvernement ». Même s'ils se sont amplement entretenus à propos du rôle traditionnel du gouvernement, des conversations relativement aux services de police, à leurs abus de pouvoir et à leur potentiel définancement ont aussi vu le jour, ce qui converge avec les données de Statistique Canada au sujet des niveaux de confiance et de méfiance envers l'institution.



Figure 11 : Thème général du leadership et de l'impact.

Domaine prioritaire : Emploi

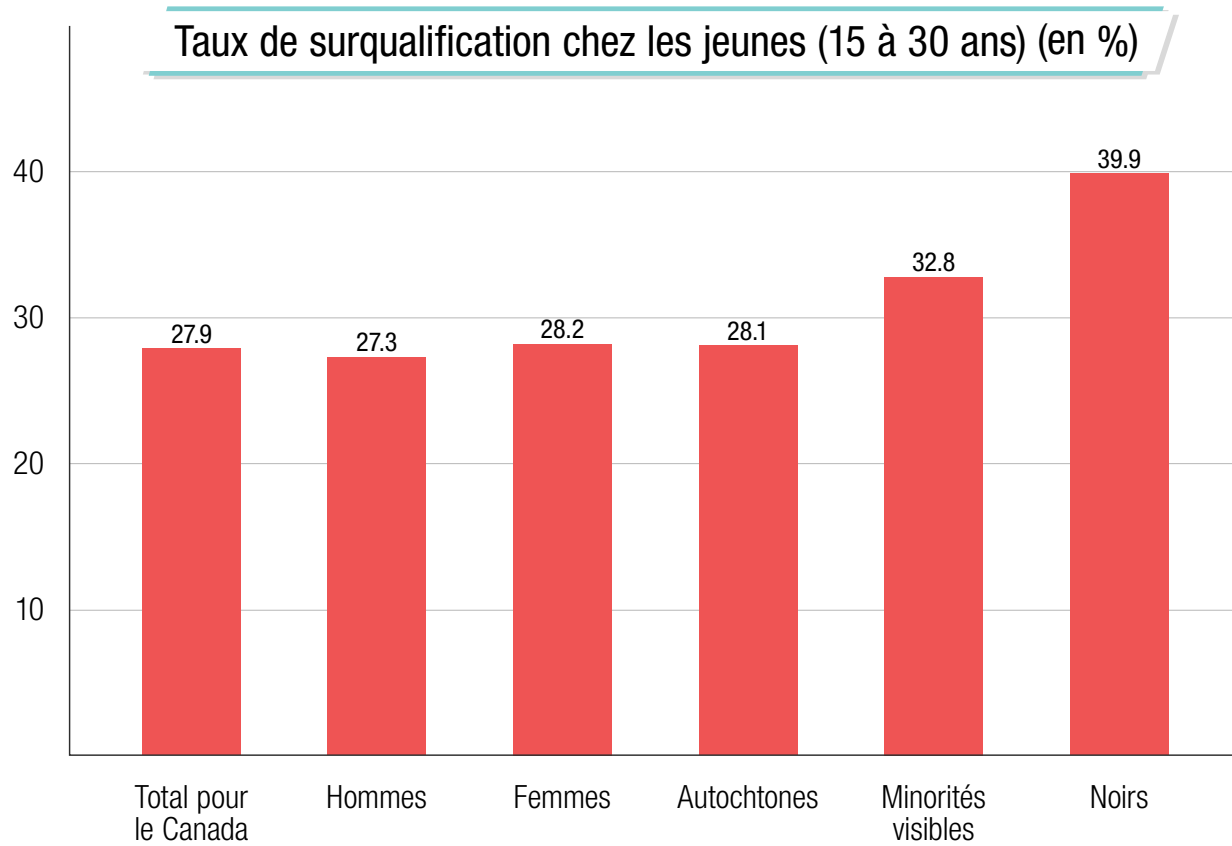


Figure 13 : Taux de surqualification chez les jeunes. *Source* : « Recensement de 2016 », Statistique Canada.

Taux d'emploi, de chômage et d'emploi chez les jeunes handicapés (en %)*

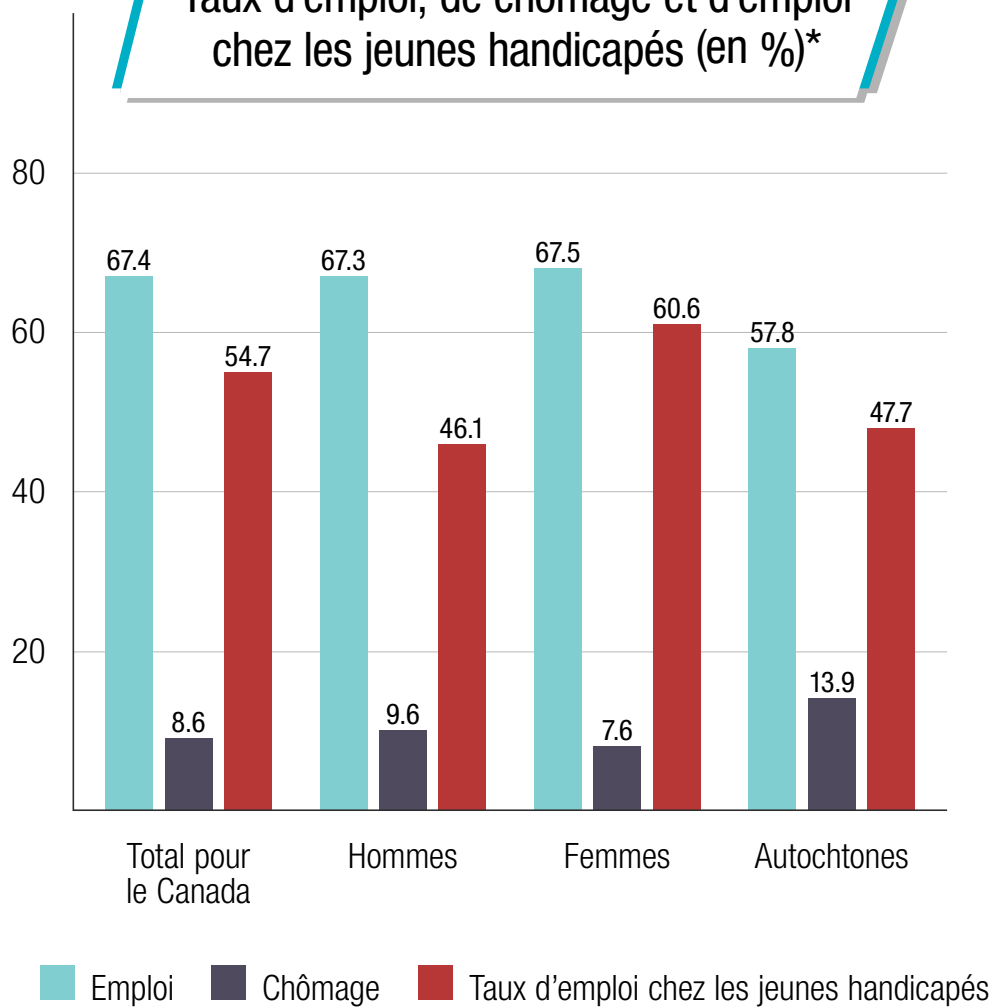


Figure 14 : Taux d'emploi, de chômage et d'emploi chez les jeunes handicapés (en %). Source : « Enquête sur la population active » (2019), Statistique Canada.

La figure 13 montre les taux de surqualification chez les jeunes, et la figure 14, les taux d'emploi, de chômage et d'emploi chez les jeunes handicapés. Les données ont été transmises aux jeunes ayant participé aux séances de mobilisation sur l'emploi.

La figure 15 illustre les commentaires généraux émis par les jeunes au cours des séances de mobilisation. Dans l'ensemble, leurs réactions étaient axées moins sur le chômage et la surqualification, et davantage sur le thème général de l'obtention et de l'occupation d'un emploi. La figure 16 montre que les obstacles à l'emploi ont été soulignés : les principaux enjeux énumérés sont les qualifications requises et la disponibilité des emplois, comme on peut le constater avec la prédominance des mots « expérience », « trouver » et « obtenir ».

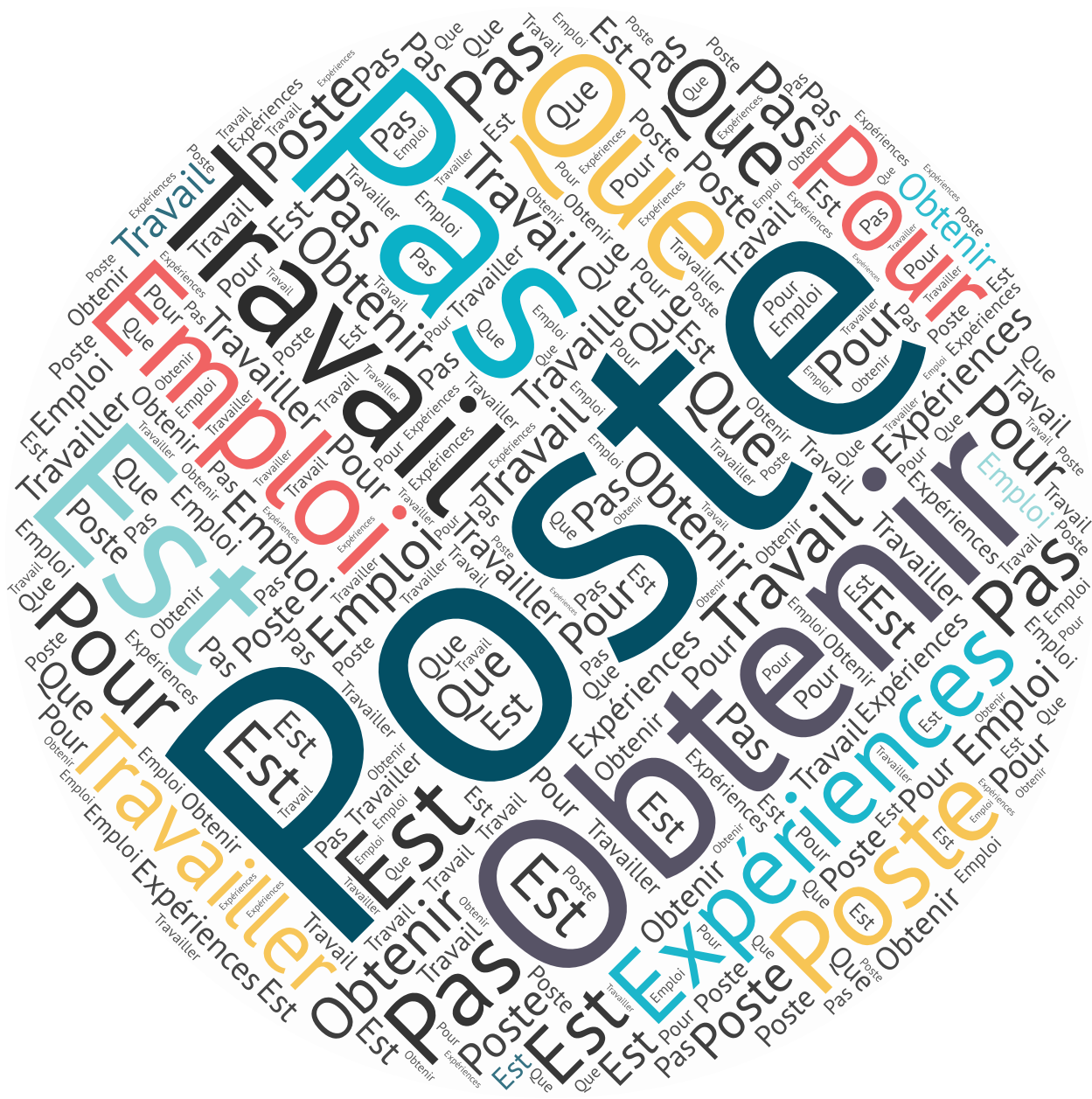


Figure 15 : Thème général de l'emploi.

Domaine prioritaire : Innovation, compétences et apprentissage

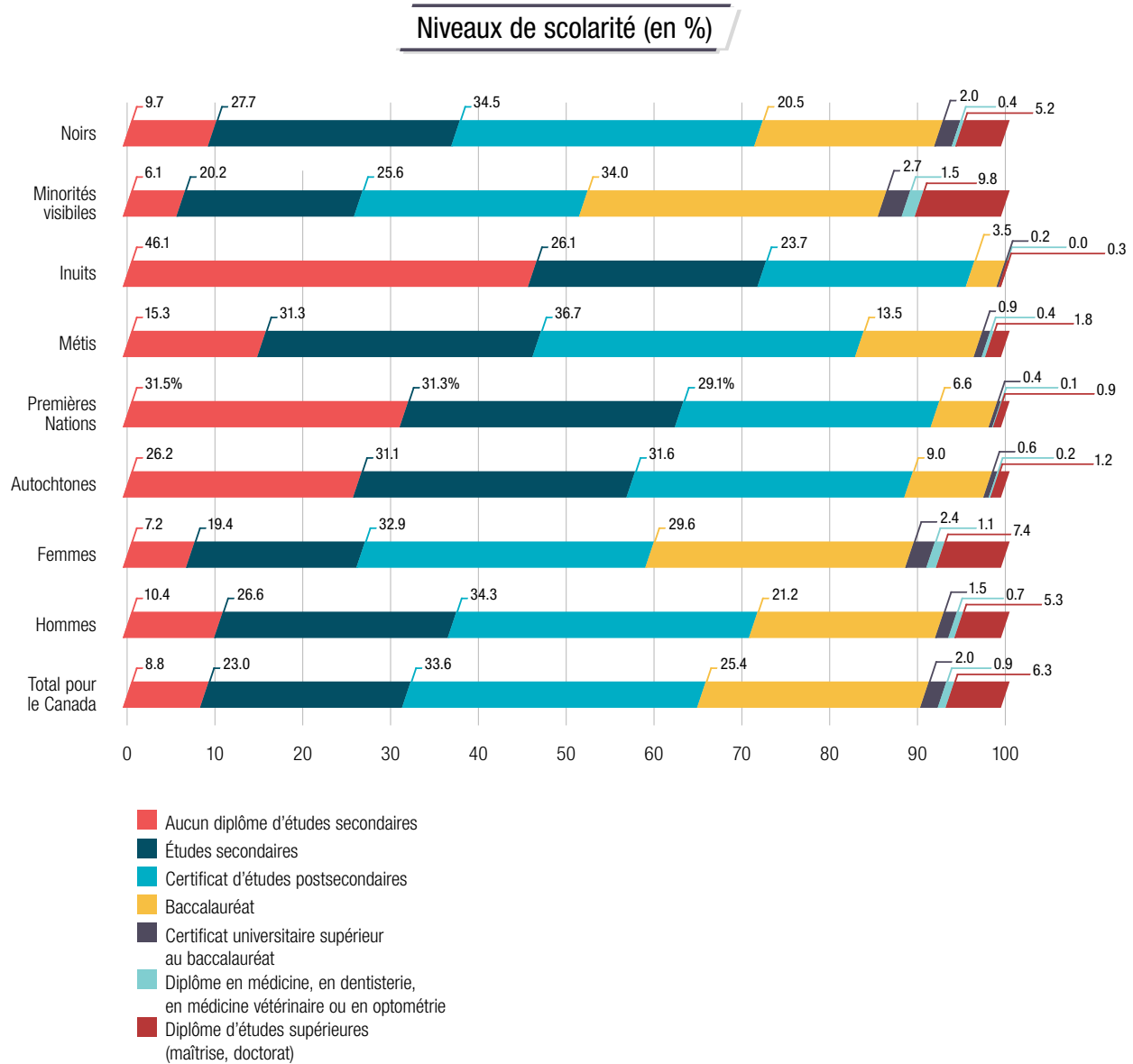
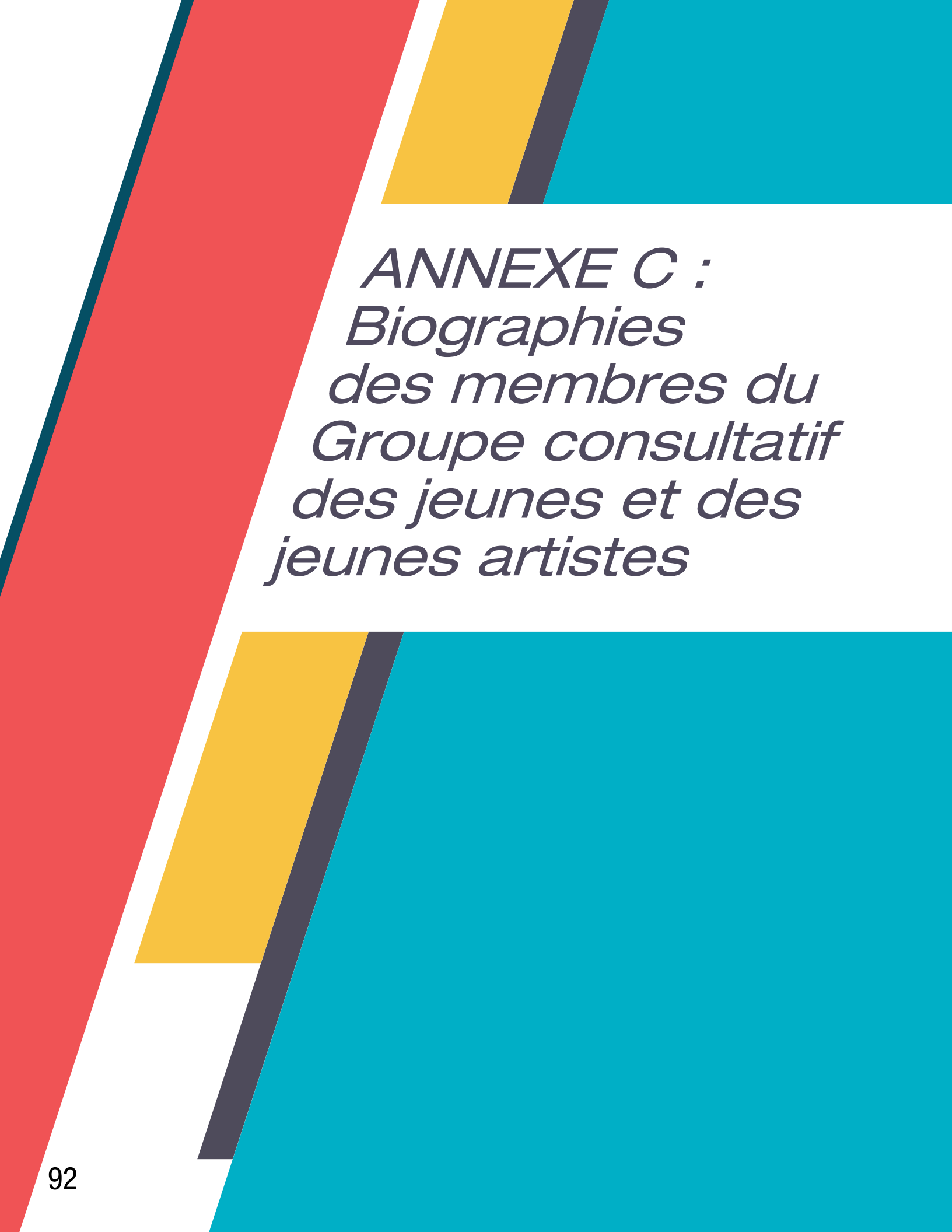


Figure 17 : Niveaux de scolarité atteints. *Source :* « Recensement de 2016 », Statistique Canada.



*ANNEXE C :
Biographies
des membres du
Groupe consultatif
des jeunes et des
jeunes artistes*

Membres du Groupe consultatif des jeunes (GCJ)



Alex Daigle (Elle)

Alex Daigle est une Franco-Albertaine queer d'Edmonton. Diplômée du Campus Saint-Jean, elle travaille actuellement avec des organisations 2S et LGBTQ2 à travers le pays dans le cadre de son rôle avec le réseau Enchanté. Elle passe la majorité de son temps en nature, à écouter des documentaires historiques et Star Trek, de même qu'à faire de la création artistique.



Alfred Burgesson (Il/Lui)

Jeune, Alfred Burgesson a émigré du Ghana pour venir s'installer au Canada. En plus d'être membre du Conseil jeunesse du premier ministre, il siège au conseil d'administration de la Bibliothèque publique d'Halifax. Il s'intéresse aux enjeux concernant les jeunes, à l'entrepreneuriat et au développement des collectivités. Alfred est le directeur général du Tribe Network, une entreprise à vocation sociale axée sur l'entrepreneuriat et l'innovation.



Carson Robinson (Il/Lui)

Carson Robinson est originaire de la Première Nation Anishinaabe de Sagkeeng sur le territoire du Traité no 1 et il œuvre à titre de représentant national pour le Manitoba au Conseil national des jeunes de l'Assemblée des Premières Nations. De février 2019 à mai 2021, il a également été Chef de la jeunesse et représentant des Nations indépendantes du Conseil jeunesse de la Southern Chiefs' Organization, au Manitoba. Il s'agit du seul conseil jeunesse au Canada qui détient un droit de vote à la table de discussion des Chefs. À l'heure actuelle, Carson achève aussi une majeure en études autochtones à l'Université du Manitoba. Il est un grand défenseur de l'avancement de la réconciliation et il travaille avec des organisations autochtones et non autochtones en vue de contribuer à la sensibilisation culturelle et aux efforts de réconciliation par la prestation d'une aide et de conseils. Il s'affaire également à brancher les communautés autochtones au reste du monde par l'intermédiaire d'une connexion Internet par fibre optique, et il est un ardent défenseur des jeunes de la région du Manitoba. Abstraction faite de la politique et du travail, Carson a aussi dévoué une bonne partie de sa vie à assister aux cérémonies anishinaabeg traditionnelles afin d'apprendre le savoir traditionnel et de le transmettre à des jeunes à la recherche d'une mino-pimatziwin, c'est-à-dire une bonne vie.



Gloria Livingston (Elle)

Gloria Livingston est une Franco-Albertaine vivant à Edmonton. Elle termine actuellement un baccalauréat en sciences au campus Saint-Jean de l'Université de l'Alberta tout en étant présidente de la Francophonie jeunesse de l'Alberta. Gloria s'intéresse particulièrement au leadership, aux questions liées aux peuples autochtones et à leur souveraineté.



Jake Bradshaw (Il/Lui)

Jake Bradshaw habite à Toronto et il est récemment diplômé de l'Université Queen's, où il a étudié la politique, la philosophie et l'économie. Depuis qu'il a lui-même souffert de dépression et d'anxiété, il s'intéresse beaucoup aux questions de santé mentale. Jake milite pour la santé mentale dans ses discours publics, dans ses écrits et dans le cadre des activités communautaires qu'il organise avec une variété d'organismes. Jake est cofondateur de l'organisme The Social Reset, qui s'affaire à prévenir les situations de crise reliées à la santé mentale en aidant les jeunes au Canada à entretenir une relation saine avec les réseaux sociaux.



Jamie Lee Keith (Elle)

Jamie Lee Keith vient de la municipalité de Kamloops, en Colombie-Britannique. Elle étudie le droit à l'Université Thompson Rivers. Elle détient un baccalauréat en histoire, un baccalauréat en enseignement et une maîtrise en leadership pédagogique. Jamie Lee s'intéresse particulièrement aux questions qui touchent les Métis et elle s'implique activement dans sa communauté. À l'heure actuelle, elle est la représentante de la jeunesse métisse de la région de Thompson Okanagan. Elle est aussi directrice des communications pour la Société des Métis de Two-Rivers et elle participe au programme de mentorat autochtone de son université.



Jana Jandal Alrifai (Elle)

Jana Jandal Alrifai est une Arabo-Canadienne qui demeure à Windsor, en Ontario. Elle se passionne pour le changement social et les différentes approches qui permettent de l'opérer. Elle est organisatrice en matière de justice climatique pour les mouvements Vendredis pour l'avenir (Fridays For Future) de Windsor-Essex et Climate Strike Canada.



Katja Newman (Elle)

Katja Newman est originaire d'Ottawa, en Ontario. Elle détient un diplôme d'études collégiales du Collège Georgian en intervention auprès des enfants et des jeunes ainsi qu'un baccalauréat en travail social de l'Université Carleton. Elle cherche également à décrocher une maîtrise en ligne de l'Université Concordia de Chicago dans le domaine de la gestion et l'évaluation des demandes de subvention. Elle est gestionnaire du programme de bourses d'études pour l'Association nationale des étudiant(e)s handicapé(e)s au niveau postsecondaire. Katja est une ardente défenseuse des jeunes handicapés et des questions d'accessibilité.



Keely Grossman (Elle)

Keely Grossman est une étudiante au doctorat en sociologie à l'Université Carleton. Elle s'intéresse particulièrement à la justice pour les personnes handicapées, à la désinstitutionnalisation, aux enjeux touchant les jeunes et à la lutte contre les inégalités.



Manvir Bhangu (Elle)

Manvir Bhangu est une Canadienne de deuxième génération originaire de l'Asie du Sud et qui habite à Brampton, en Ontario. Elle est fondatrice de Laadliyan, un organisme sans but lucratif qui vise à inspirer les filles sud-asiatiques de tout âge à renforcer leur autonomie grâce à l'éducation, à la mobilisation et à la prise de conscience. Elle travaille aussi comme gestionnaire des opérations pour les Punjabi Community Health Services. Manvir a un profond intérêt pour le développement des jeunes, le développement de la conscience communautaire et la défense de l'équité entre les genres au sein de la communauté sud-asiatique.



Sharanjit Khela (Elle)

Sharanjit Khela est une Canadienne de deuxième génération originaire de l'Asie du Sud et qui vit à Brampton, en Ontario. En septembre 2021, elle entamera une maîtrise ès arts en administration et politiques publiques à l'Université Ryerson. Sharanjit s'intéresse principalement aux problèmes auxquels font face les jeunes marginalisés et les communautés immigrantes. Elle est actuellement coordonnatrice de la recherche pour l'organisme sans but lucratif Laadliyan, qui milite pour l'équité entre les genres dans la communauté sud-asiatique. Au cours de l'été, elle travaillera également en tant que stagiaire de recherche et d'élaboration des politiques pour le laboratoire sur le leadership de l'Université Ryerson.



Simon Thériault (Il/Lui)

Simon Thériault est originaire de Grand Sault, au Nouveau Brunswick. Il complète actuellement sa dernière année à la Polyvalente Thomas-Albert, où il assume la présidence du conseil des élèves. Simon est aussi président de la Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick et siège au conseil de direction de la Fédération de la jeunesse canadienne-française. L'accessibilité aux services de santé mentale, la protection de l'environnement, la défense des droits des minorités sexuelles et minorités de genre sont des enjeux de grande importance pour Simon. Il est toujours prêt à représenter la voix des jeunes et à défendre leurs intérêts.



Taylor Behn Tsakoza (Elle)

Taylor Behn Tsakoza est une Dénée cisgenre originaire de la Première Nation Fort Nelson sur le territoire du Traité no 8, en Colombie Britannique. Elle travaille comme animatrice socio-éducative et anime des ateliers sur la santé sexuelle et la réduction des risques pour les jeunes de partout en Colombie Britannique en recourant à un modèle de bien-être holistique et à des enseignements traditionnels. Elle éprouve le désir puissant de mettre l'opinion des jeunes de l'avant et de répondre à la nécessité d'élaborer des programmes pour établir un lien entre les jeunes, la culture et la communauté. Taylor a été guidée par ses grands-parents, sa mère, ses tantes et ses mentors pour apprendre le dialecte dene k'e (communément appelé « l'esclave du Sud »), et elle est une artiste émergente qui pratique l'artisanat traditionnel déné. Quand elle n'est pas quelque part dans la collectivité en train de piloter un programme, elle se trouve sans doute avec sa famille sur son territoire traditionnel en train d'exercer ses droits issus du traité.

Jeunes artistes



Azby Whitecalf (Iel)

Azby Whitecalf est une personne Crie des plaines qui crée et illustre des personnages et habite dans la ville de North Battleford sur le territoire du Traité no 6, en Saskatchewan. Azby a complété un baccalauréat en communication visuelle, spécialisé en création de personnages, à l'Université des Arts de l'Alberta. Azby s'affaire à créer des histoires divertissantes et accrocheuses qui contiennent des personnages uniques et mémorables. Un aspect important de sa pratique consiste à créer des représentations positives et justes des peuples autochtones et de leurs cultures, puis d'explorer ce que cela implique de représenter des personnes autochtones de manière à saisir leur identité à caractère multidimensionnel. Azby aime travailler avec des couleurs vives, des contrastes saisissants et des formes amusantes.



Cory Bugden (Il/Lui)

Cory Bugden est un illustrateur canadien établi à Calgary, en Alberta. Il a d'abord été graphiste pour une agence qui comptait parmi ses clients des compagnies comme Oakley, Speedo et Red Bull. Il a ensuite décidé de perfectionner ses capacités artistiques en s'inscrivant à l'Université des Arts de l'Alberta en 2016, où il a obtenu son diplôme en 2020. Cory utilise des couleurs vives dans son style d'illustration divertissant et fantaisiste qui peut aisément accrocher un sourire au visage de quiconque contemple une œuvre. Cory aspire à devenir propriétaire de studio, directeur de la création, illustrateur de livres pour enfants et chanteur amateur de rap spontané.



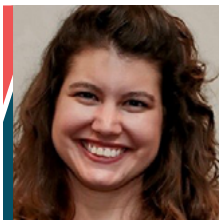
Daniela Vasco (Elle)

Daniela Vasco est une artiste équatorienne de 22 ans qui a récemment obtenu son baccalauréat en design, spécialisé en illustration, à l'Université des Arts de l'Alberta. Elle dessine d'aussi loin qu'elle se souvienne et elle a une passion pour l'art de raconter, aussi bien avec des mots qu'avec des images. Elle raffole de la littérature et a même publié trois romans jeunesse. L'art de Daniela est polyvalent, allant de l'illustration de livres pour enfants à la rédaction d'éditoriaux, en passant par l'animation. Dans son art, elle aime dessiner des portraits qui immortalisent le moment et représenter différentes émotions. Il se dégage toujours de ses œuvres un sentiment d'émerveillement et d'onirisme qui nous rappelle de conserver un certain enthousiasme même pour les choses que nous tenons pour acquises.



Kaitlyn Nasogaluak (Elle)

Kaitlyn Rose Nasogaluak est une artiste autochtone de 19 ans originaire de Yellowknife, dans les Territoires du Nord Ouest. Elle s'identifie à ses ancêtres qui sont d'une part Dénés de la région du Sahtu, et d'autre part d'Inuvialuit. Kaitlyn Rose dessine principalement des personnages humains, qu'il s'agisse de personnages de fiction ou de ses propres personnages originaux. Le dessin est sa plus grande passion, et ce, d'aussi longtemps qu'elle se souvienne. Elle adore écouter de la musique, conduire et jouer à des jeux vidéo.



Leah Prisque (Elle)

Le nom spirituel de Leah Prisque est Waabano Pichi Kwe, qui signifie « Femme-merle de la lumière de l'aube ». Ce nom lui a été offert en 2018. Elle est une femme métisse ojibwée originaire de Port Severn, en Ontario, un tout petit village à la pointe de Muskoka. Elle aime créer de l'art multimédia, cuisiner, camper et passer du temps sur l'eau, et avec son partenaire et ses animaux de compagnie!



Morgaine Johnson (Elle)

Morgaine Johnson est née et a grandi à Mohkinstsis sur le territoire du Traité no 7, à Calgary en Alberta. Elle a récemment obtenu un baccalauréat en design, spécialisé en illustration, de l'Université des Arts de l'Alberta, à Calgary, et a des antécédents professionnels en cuisine. Elle tire son inspiration de l'environnement naturel, de la typographie, des motifs anciens ainsi que des films. Morgaine a récemment commencé à collectionner les plantes et s'est mise à la confection de reliures et à la fabrication de courtepointes. Elle aime faire un grand nombre de choses très variées!



*NOTES DE
BAS DE PAGE*

- ¹ Statistique Canada (2016). « Origine ethnique », *Tableaux de données, Recensement de 2016*, Sur le site du Ministère, [en ligne], <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/dt-td/Rp-eng.cfm?TABID=2&Lang=E&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=0&GID=1341679&GK=0&GRP=1&PID=110528&PRID=10&PTYPE=109445&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2017&THEME=120&VID=0&VNAMEF=&VNAMEF=&D1=0&D2=0&D3=0&D4=0&D5=0&D6=0>.
- ² Statistique Canada (2016). « Langue immigrante parlée à la maison », *Tableaux de données, Recensement de 2016*, Sur le site du Ministère, [en ligne], <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/hlt-fst/lang/Tableau.cfm?Lang=F&T=11&Geo=00&SP=1&view=2&age=6>.
- ³ Statistique Canada (2016). « Langue », *Faits saillants en tableaux, Recensement de 2016*, Sur le site du Ministère, [en ligne], <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/hlt-fst/lang/Tableau.cfm?Lang=F&T=11&Geo=00&SP=1&view=2&age=6>.
- ⁴ Statistique Canada (2019). « Graphique 7 », *Un portrait des jeunes Canadiens : Une mise à jour (mars 2019)*, Sur le site du Ministère, [en ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-631-x/11-631-x2019003-fra.htm#a1>.
- ⁵ Statistique Canada (2019). *Un portrait des jeunes Canadiens : Une mise à jour (mars 2019)*, Sur le site du Ministère, [en ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-631-x/11-631-x2019003-fra.htm#a1>.
- ⁶ Statistique Canada (2019). « Graphique 15 », *Un portrait des jeunes Canadiens : Une mise à jour (mars 2019)*, Sur le site du Ministère, [en ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-631-x/11-631-x2019003-fra.htm#a1>.
- ⁷ Statistique Canada (2019). « Graphique 11 », *Un portrait des jeunes Canadiens : Une mise à jour (mars 2019)*, Sur le site du Ministère, [en ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-631-x/11-631-x2019003-fra.htm#a1>.
- ⁸ Statistique Canada (2019). « Graphique 2 », *Un portrait des jeunes Canadiens : Une mise à jour (mars 2019)*, Sur le site du Ministère, [en ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-631-x/11-631-x2019003-fra.htm#a1>.
- ⁹ Statistique Canada (2019). « Graphique 12 », *Un portrait des jeunes Canadiens : Une mise à jour (mars 2019)*, Sur le site du Ministère, [en ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-631-x/11-631-x2019003-fra.htm#a1>.
- ¹⁰ Statistique Canada (2017). « Les peuples autochtones au Canada : faits saillants du Recensement de 2016 », *Le Quotidien*, Sur le site du Ministère, [en ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/171025/dq171025a-fra.htm>.
- ¹¹ Statistique Canada (2018). *Les Premières Nations, les Métis et les Inuits au Canada : des populations diverses et en plein essor*, Sur le site du Ministère, [en ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-659-x/89-659-x2018001-fra.htm>.
- ¹² Statistique Canada (2019). « Graphique 9 », *Un portrait des jeunes Canadiens : Une mise à jour (mars 2019)*, Sur le site du Ministère, [en ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-631-x/11-631-x2019003-fra.htm#a1>.
- ¹³ Vivian O'Donnell, et Russell LaPointe (2019). « Mobilité de réponse et croissance de la population d'identité autochtone, de 2006 à 2011 et de 2011 à 2016 », *Enquête nationale auprès des ménages : Peuples autochtones*, Sur le site de Statistique Canada, [en ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/99-011-x/99-011-x2019002-fra.htm>.
- ¹⁴ Statistique Canada (2019). « Graphique 5 », *Un portrait des jeunes Canadiens : Une mise à jour (mars 2019)*, Sur le site du Ministère, [en ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-631-x/11-631-x2019003-fra.htm#a1>.
- ¹⁵ Ce commentaire a été émis par des jeunes Noirs lors de différentes mobilisations entourant l'élaboration de *Construire une fondation pour le changement : La stratégie canadienne de lutte contre le racisme 2019-2022* et de l'approche du gouvernement du Canada à l'intention des jeunes Canadiens noirs.
- ¹⁶ Martin Turcotte (2020). « Résultats du Recensement de 2016 : Parcours scolaire et intégration au marché du travail des jeunes Noirs au Canada », *Regards sur la société canadienne*, Sur le site de Statistique Canada, [en ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-006-x/2020001/article/00002-fra.htm>.
- ¹⁷ Ce sigle vise à inclure toute personne qui s'identifie comme membre de la communauté LGBTQ2, mais qui pourrait utiliser d'autres termes pour se décrire. [Voir l'annexe A – Glossaire]

- ¹⁸ Statistique Canada (2019). « Graphique 8 », *Un portrait des jeunes Canadiens : Une mise à jour (mars 2019)*, Sur le site du Ministère, [en ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-631-x/11-631-x2019003-fra.htm#a1>.
- ¹⁹ Alex Abramovich (2014). « Lesbiennes, gais, bisexuels, transgenres, transsexuels, queers, sexualité bispirituels », *Rond-point de l'itinérance*, [en ligne], <https://www.rondpointdelitinerance.ca/solutions/lesbiennes-gais-bisexuels-transgenres-transsexuels-queers-sexualite%C3%A9-bispirituels>.
- ²⁰ Statistique Canada (2019). « Qu'est-ce qui est important pour les jeunes Canadiens? », *Un portrait des jeunes Canadiens : Une mise à jour (mars 2019)*, Sur le site du Ministère, [en ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/11-627-m/11-627-m2019046-fra.pdf?st=30uWkV1X>.
- ²¹ John F. Helliwell, Grant Schellenberg, et Jonathan Fonberg (2020). « La pandémie de COVID-19 et la satisfaction à l'égard de la vie au Canada », *StatCan et la COVID-19 : Des données aux connaissances, pour bâtir un Canada meilleur*, Sur le site de Statistique Canada, [en ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00093-fra.htm>.
- ²² Les discussions virtuelles ne sont pas aussi personnelles que les discussions de groupe en personne; toutefois, les jeunes ont dit que le format par vidéoconférence leur a permis de participer aux mobilisations sur le Rapport sur l'état de la jeunesse d'une manière qui n'aurait autrement pas été possible pour eux.
- ²³ Canada, Groupe en éthique de la recherche (2018). *Énoncé de politique des trois conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains – EPTC 2 (2018)*, Sur le site Web du Groupe, [en ligne], https://ethics.gc.ca/fra/policy-politique_tcps2-epc2_2018.html.
- ²⁴ Cet acronyme vise à inclure toute personne qui s'identifie comme membre de la communauté LGBTQ2, mais qui pourrait utiliser d'autres termes pour se décrire. [Voir l'annexe A – Glossaire].
- ²⁵ Ici, le terme « administrations » renvoie au gouvernement fédéral, aux gouvernements provinciaux, aux administrations municipales et aux gouvernements autochtones.
- ²⁶ Toutes les citations sont tirées des séances de mobilisation tenues avec des jeunes de l'ensemble du Canada entre août 2020 et janvier 2021.
- ²⁷ « Canada : Country Summary », *Climate Action Tracker*, [en ligne], <https://climateactiontracker.org/countries/canada/>. En anglais seulement.
- ²⁸ *Relance juste*, Site Web, [en ligne], <https://relancejuste.ca/>.
- ²⁹ *Mitacs*, Site Web, [en ligne], <https://www.mitacs.ca/fr>.
- ³⁰ The Anti-Oppression Network (2013). « Allyship ». Tiré initialement du site *PeerNet BC*, [en ligne], <http://peernetbc.com/what-is-allyship>. L'article est disponible sur le site the anti-oppression network, [en ligne], <https://theantioppressionnetwork.com/allyship/>. En anglais seulement.
- ³¹ Memorial University Gazette (12 février 2019). « digenization is Indigenous », *Gazette*, [en ligne], <https://gazette.mun.ca/campus-and-community/indigenization-is-indigenous/>. En anglais seulement.
- ³² Remarque du Groupe consultatif des jeunes (2021).
- ³³ Canada, Secrétariat de la communauté LGBTQ2 (août 2020). « Terminologie LGBTQ2 – Glossaire et acronymes fréquents », *Gouvernement du Canada*, [en ligne], <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/campagnes/sois-toi-meme/glossaire-lgbtq2.html>.
- ³⁴ Université de la Saskatchewan (2015). « Chapter 8: Decolonization », *Teaching.USask.ca*, [en ligne],. En anglais seulement.
- ³⁵ Rashawn Ray (19 juin 2020). « What does 'defund the police' mean and does it have merit? », *Brookings*, [en ligne], <https://www.brookings.edu/blog/fixgov/2020/06/19/what-does-defund-the-police-mean-and-does-it-have-merit/>. En anglais seulement.
- ³⁶ Anna Holtby (27 juillet 2020). « What Does 'Defund the Police ' Really Mean? », *UAlberta.ca*, [en ligne], <https://www.ualberta.ca/newtrail/ideas/defund-the-police.html>. En anglais seulement.

- ³⁷ Définition du Groupe consultatif des jeunes (2021).
- ³⁸ Définition du Groupe consultatif des jeunes (2021).
- ³⁹ The Annie E. Casey Foundation (24 août 2020). *Equity vs. Equality and Other Racial Justice Definitions*, Sur le site de la Fondation, [en ligne], <https://www.aecf.org/blog/racial-justice-definitions/>. En anglais seulement.
- ⁴⁰ Bernadette McSherry (2013). « What Is Social Equity? », *University of Melbourne*, [en ligne], <https://socialequity.unimelb.edu.au/stories/what-is-social-equity>. En anglais seulement.
- ⁴¹ Observatoire canadien sur l'itinérance (2021). « Définition canadienne de l'itinérance chez les jeunes », *rondpointdelitinerance.ca*, [en ligne], <https://www.rondpointdelitinerance.ca/ressource/définition-canadienne-de-l'itinérance-chez-les-jeunes>.
- ⁴² Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (2013). « Definition of Youth », *UN.org*, [en ligne], <https://www.un.org/esa/socdev/documents/youth/fact-sheets/youth-definition.pdf>. En anglais seulement.
- ⁴³ Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (2013). « Definition of Youth », *UN.org*, [en ligne], <https://www.un.org/esa/socdev/documents/youth/fact-sheets/youth-definition.pdf>. En anglais seulement.
- ⁴⁴ Canada, Secrétariat de la communauté LGBTQ2 (août 2020). « Terminologie LGBTQ2 – Glossaire et acronymes fréquents », *Sur le site du Ministère*, [en ligne], <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/campagnes/sois-toi-meme/glossaire-lgbtq2.html>.
- ⁴⁵ Our Kids (2020). « List of dedicated special needs boarding schools », *Our Kids*, [en ligne], <https://www.ourkids.net/boarding-schools-special-needs.php>. En anglais seulement.
- ⁴⁶ Colours of Resistance Archive (s.d.). « People of Color (or “Colour” in Canada) », *Colours of Resistance*, [en ligne], <http://www.coloursofresistance.org/definitions/people-of-color-or-colour-in-canada/>. En anglais seulement.
- ⁴⁷ Racial Equity Tools (2020). « Racial Equity Tools Glossary – People of Color », *Racial Equity Tools*, [en ligne], <https://www.racialequitytools.org/glossary>. En anglais seulement.
- ⁴⁸ Center for the Study of Social Policy (septembre 2019). *Key Equity Terms & Concepts: A Glossary for Shared Understanding*, Washington DC, CSSP, [en ligne], <https://cssp.org/wp-content/uploads/2019/09/Key-Equity-Terms-and-Concepts-vol1.pdf>. En anglais seulement.
- ⁴⁹ Fondation canadienne des relations raciales (2015). « Gens de couleur », Sur le site de la Fondation, [en ligne], <https://www.crrf-fcrr.ca/fr/bibliotheque/glossaire-fr-fr-1/item/22924-gens-de-couleur>.
- ⁵⁰ Canada, Secrétariat de la communauté LGBTQ2 (août 2020). « Terminologie LGBTQ2 – Glossaire et acronymes fréquents », *Sur le site du Ministère*, [en ligne], <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/campagnes/sois-toi-meme/glossaire-lgbtq2.html>.
- ⁵¹ University of Guelph Human Rights and Equity Office (s.d.). « Understanding Racialization: creating a racially equitable university », Sur le site de l'Université, [en ligne], <https://www.uoguelph.ca/diversity-human-rights/sites/uoguelph.ca.dhr/files/public/UnderstandingRacialization.pdf>. En anglais seulement.
- ⁵² York University (s.d.). « Decolonizing & Uncolonizing Leadership », *Unleading Podcast*, Sur le site de l'Université, [en ligne], <https://www.yorku.ca/edu/unleading/podcast-episodes/decolonizing-leadership/>. En anglais seulement.
- ⁵³ Institut de recherche sur le travail et la santé (janvier 2012). *What researchers mean by... Grounded theory*, Sur le site de l'Institut, [en ligne], <https://www.iwh.on.ca/what-researchers-mean-by/grounded-theory>. En anglais seulement.